

Committee on the Application of Standards

CAN/PV.CCL

Commission de l'application des normes

18.06.21

Comisión de Aplicación de Normas

109th Session, Geneva, 2021

109^e session, Genève, 2021109.^a reunión, Ginebra, 2021

Warning: this document is a draft and may contain omissions or errors. It is made available solely for the purpose of verification and correction. Persons referred to in this document are not to be regarded as bound by statements attributed to them. The ILO declines all responsibility for any errors or omissions which this document may contain, or for any use which may be made of it by third parties.

Avertissement: ce document est un projet, qui peut comporter des omissions ou des erreurs et n'est rendu public qu'à des fins de vérification et de rectification. Les mentions contenues dans ce document provisoire n'engagent pas les personnes dont les propos sont rapportés. La responsabilité du BIT ne saurait être engagée à raison des éventuelles erreurs et omissions entachant ce document, ou de l'utilisation qui pourrait en être faite par des tiers.

Advertencia: el presente documento es un proyecto y puede contener omisiones o errores. Solo se publica a efectos de comprobación y rectificación. Las declaraciones que se atribuyen en el presente documento provisional a las personas citadas en él no comprometen su responsabilidad. La OIT queda exenta de toda responsabilidad respecto de cualquier error u omisión que pudiera figurar en el presente documento o que pudiera derivarse del uso del documento por terceros.

Fifteenth sitting, 18 June 2019, 1 p.m.**Quinzième séance, 18 juin 2019, 13 heures****Decimoquinta sesión, 18 de junio de 2019, 13 horas**

Chairperson: Ms Mvondo

Présidente: M^{me} Mvondo

Presidenta: Sra. Mvondo

Work of the Committee*PV.16, PV.17, PV.18 and PV.19 are adopted, as amended.***Travaux de la commission***La commission a adopté le PV.16, le PV.17, le PV.18 et le PV.19, tels qu'amendés.***Trabajos de la Comisión***Se adoptaron las actas 16, 17, 18 y 19, en su tenor modificado.*

Présidente – Comme annoncé hier, nous allons procéder à l'adoption de l'ensemble des conclusions sur les cas individuels selon l'ordre du calendrier pour l'adoption des conclusions qui a été publié sur la page Web de la commission. L'ordre d'adoption des conclusions a été aménagé pour tenir compte des différents fuseaux horaires.

Les projets de conclusions ont été envoyés par e-mail aux personnes dont les adresses ont été envoyées et confirmées par les gouvernements une heure avant le début de cette séance de travail.

Après l'adoption du projet de conclusions concernant son pays, un représentant du gouvernement concerné peut, s'il le souhaite, prendre la parole. Ceux qui n'ont pas informé le secrétariat de leur souhait de prendre la parole pourront toujours le faire à travers la plateforme soit en levant la main, soit en utilisant la «boîte de discussion» ou encore la «chat box».

Le temps de parole dont disposera le représentant gouvernemental est de trois minutes, temps qui pourra être réduit à deux minutes en fonction du nombre d'orateurs. Par ailleurs, je vous rappelle que, conformément à la pratique de la commission, l'intervention ne doit pas avoir pour conséquence de rouvrir la discussion quant au fond.

Les textes des projets de conclusions vont être projetés dans chacune des trois langues.

Avant de commencer la lecture du projet de conclusions et à titre de rappel, conformément à la partie VI, paragraphe 30, du document D.1, «Les conclusions relatives aux cas individuels sont proposées par les vice-présidents et soumises par le/la président(e) de la commission pour adoption.»

Discussion of individual cases (cont.)

Discussion sur les cas individuels (suite)

Discusión sobre los casos individuales (cont.)

Conclusions

Conclusions

Conclusiones

Kiribati (ratification: 2009)

Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

The Committee deeply deplored the persistence of the worst forms of child labour in the country, including the commercial sexual exploitation of children and the use, procuring or offering of a child for illicit activities, in particular for the production or trafficking of illegal drugs.

Taking into account the discussion, the Committee urges the Government of Kiribati to take effective and time-bound measures to:

- **intensify its efforts to ensure that any practice of child labour and the worst forms of child labour are no longer a reality in the country, notably by strengthening its monitoring and enforcement mechanisms, including through regular and sufficient inspections in areas where there is a high risk of the worst forms of child labour;**
- **effectively investigate and prosecute perpetrators of child prostitution or child pornography, including through the establishment of formal procedures to proactively identify victims and refer them to protective services;**

- review section 118 of the 2015 Employment and Industrial Relations Code (EIRC) to ensure that penalties for any person engaging in the worst forms of child labour are sufficiently dissuasive;
- take all measures to prevent the engagement of children in commercial sexual exploitation as well as to rehabilitate and socially integrate victims of this practice, including by pursuing and strengthening its efforts to facilitate access to basic education; and
- pursue and strengthen its education and awareness campaigns on the issue of child prostitution in Kiribati.

The Committee invites the Government to avail itself of technical assistance to realize full compliance with the Convention. The Committee calls on the Government to provide up-to-date information in this regard, including the number of investigations, prosecutions, convictions and penalties imposed, to the Committee of Experts before its next session in 2021.

Convention (nº 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

La commission a pris note des informations que la représentante gouvernementale a fournies oralement et par écrit, et de la discussion qui a suivi.

La commission déplore profondément la persistance des pires formes de travail des enfants dans le pays, notamment l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants.

Prenant en compte la discussion, la commission prie instamment le gouvernement de Kiribati de prendre des mesures efficaces et dans un délai déterminé pour:

- redoubler d'efforts et assurer que toute pratique du travail des enfants et les pires formes de travail des enfants ne sont plus une réalité dans le pays, notamment en renforçant ses mécanismes de surveillance et d'application, y compris par des inspections régulières et suffisantes dans les zones où il existe un risque élevé de pires formes de travail des enfants;
- enquêter efficacement sur les personnes responsables de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants, et les poursuivre en justice, notamment en mettant en place des procédures formelles pour identifier suffisamment tôt les victimes, et les orienter vers des services de protection;
- réviser l'article 118 du Code de l'emploi et des relations socio-professionnelles (EIRC) de 2015 afin de s'assurer que les peines encourues par toute personne se livrant aux pires formes de travail des enfants sont suffisamment dissuasives;
- mettre tout en œuvre pour prévenir l'engagement des enfants dans l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, et pour assurer la réadaptation et l'intégration sociale des victimes de cette pratique, notamment en continuant et en renforçant ses efforts pour faciliter l'accès à l'éducation de base;
- poursuivre et renforcer ses campagnes éducatives et de sensibilisation sur la question de la prostitution des enfants à Kiribati.

La commission invite le gouvernement à recourir à l'assistance technique pour assurer la pleine conformité avec la convention. La commission demande au

gouvernement de fournir à la commission d'experts, avant sa prochaine réunion en 2021, des informations actualisées à cet égard, notamment le nombre d'enquêtes, de poursuites, de condamnations et de sanctions imposées.

Convenio sobre las peores formas de trabajo infantil, 1999 (núm. 182)

La Comisión tomó nota de la información comunicada por escrito y oralmente por la representante del Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión lamentó profundamente la persistencia de las peores formas de trabajo infantil en el país, incluidos la explotación sexual comercial de niños y la utilización, el reclutamiento y la oferta de niños para actividades ilícitas, en particular la producción y el tráfico de estupefacientes ilegales.

Teniendo en cuenta la discusión, la Comisión insta al Gobierno de Kiribati a que tome medidas eficaces y de duración determinada para:

- intensificar sus esfuerzos con objeto de garantizar que toda práctica de trabajo infantil y las peores formas de trabajo infantil dejen de ser una realidad en el país, en especial reforzando los mecanismos de supervisión y aplicación, entre otras medidas, mediante inspecciones regulares y suficientes en los ámbitos en los que haya un alto riesgo de que se recurra a las peores formas de trabajo infantil;
- investigar y enjuiciar efectivamente a los responsables del delito de prostitución infantil o pornografía infantil, incluyendo mediante la creación de procedimientos formales para encontrar de forma proactiva a las víctimas y remitirlas a los servicios de protección;
- examinar el artículo 118 del Código de Empleo y Relaciones Laborales (EIRC), de 2015, para garantizar que las sanciones para toda persona implicada en las peores formas de trabajo infantil sea suficientemente disuasoria;
- adoptar todas las medidas posibles para impedir la ocupación de niños en la explotación sexual comercial, así como para rehabilitar e integrar socialmente a las víctimas de esta práctica, entre otros medios, prosiguiendo y redoblando los esfuerzos para facilitar su acceso a la educación básica, y
- continuar y reforzar las campañas de educación y sensibilización sobre el problema de la prostitución infantil en Kiribati.

La Comisión invita al Gobierno a que recurra a la asistencia técnica para lograr el pleno cumplimiento con el Convenio. La Comisión insta al Gobierno a que proporcione a la Comisión de Expertos, antes de su próxima reunión, que se celebrará en 2021, información actualizada a este respecto, en particular sobre el número de investigaciones, juicios, condenas y sanciones que hayan tenido lugar o se hayan impuesto.

(The conclusions are adopted.)

(Les conclusions sont adoptées.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Representative of the Secretary-General (Ms VARGHA), Director, International Labour Standards Department – We have just received from the Government of Kiribati a message that reads as follows:

Unfortunately, our Government representatives will not be able to make it to the sitting of adoption of conclusions due to unforeseen occurrence. However, the Government of Kiribati thanks the ILO for its ongoing support and to the Committee on the Application of Standards for its critical role in assisting our country in identifying ways forward in effective implementation of ratified Conventions.

These Conventions are crucial to ensuring decent work in Kiribati in the world of work. We also kindly reiterate the assistance needed for our country, technical support and capacity-building.

China - Hong Kong Special Administrative Region (ratification: 1997)

Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

Taking into account the discussion, the Committee calls on the Government to:

- **provide full information regarding the outcomes of procedures to examine the police action and arrests made in connection with protests which fall under the scope of the Convention;**
- **take all necessary measures to further guarantee the right for workers' and employers' organizations to organize their activities in line with the Convention and to ensure that trade union leaders and trade union members conducting lawful trade union activities are not arrested, detained or prosecuted;**
- **keep under review, in consultation with the social partners, the application of the National Security Law so that the rights of workers, employers and their organizations under the Convention are fully protected; and**
- **continue to provide up-to-date information on the impact that the National Security Law has on the application of the Convention.**

The Committee calls upon the Government to provide up-to-date information to the Committee of Experts before its November 2021 meeting.

Convention (nº 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations que le représentant gouvernemental a fournies par écrit et oralement et de la discussion qui a suivi.

Prenant en compte la discussion, la commission prie le gouvernement:

- **de fournir des informations complètes concernant l'issue des procédures engagées pour examiner l'action de la police et les arrestations auxquelles il a été procédé en lien avec des protestations qui entrent dans le champ d'application de la convention;**
- **de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir plus avant le droit des organisations de travailleurs et d'employeurs d'organiser leurs activités dans le respect de la convention et pour faire en sorte que les dirigeants syndicaux et les syndicalistes menant des activités syndicales légales ne soient ni arrêtés ni détenus, ni poursuivis;**

- d'examiner périodiquement, en consultation avec les partenaires sociaux, l'application de la loi sur la sécurité nationale afin que les droits des travailleurs, des employeurs et de leurs organisations visés par la convention soient pleinement protégés; et
- de continuer à fournir des informations actualisées sur les effets que la loi sur la sécurité nationale a sur l'application de la convention.

La commission prie le gouvernement de fournir des informations actualisées à la commission d'experts avant sa réunion de novembre 2021.

Convenio sobre la libertad sindical y la protección del derecho de sindicación, 1948 (núm. 87)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el representante gubernamental y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

Teniendo en cuenta la discusión, la Comisión insta al Gobierno a que:

- proporcione información completa sobre los resultados de los procedimientos orientados a examinar las acciones policiales y las detenciones realizadas en relación con las protestas que se encuentran dentro del campo de aplicación del Convenio;
- adopte todas las medidas necesarias para garantizar aún más el derecho de las organizaciones de trabajadores y de empleadores de organizar sus actividades en consonancia con el Convenio, y para asegurar que los dirigentes sindicales y los afiliados sindicales que llevan a cabo actividades sindicales lícitas, no sean arrestados, detenidos o procesados;
- examine regularmente, en consulta con los interlocutores sociales, la aplicación de la Ley sobre la Seguridad Nacional, de modo que los derechos de los trabajadores, de los empleadores y de sus organizaciones en virtud del Convenio, estén plenamente protegidos, y
- continúe proporcionando información actualizada sobre el impacto que la Ley sobre la Seguridad Nacional tiene en la aplicación del Convenio.

La Comisión pide al Gobierno que proporcione información actualizada a la Comisión de Expertos antes de su reunión de noviembre de 2021.

(The conclusions are adopted.)

(Les conclusions sont adoptées.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Government representative (Mr SUN) – I would like to thank once again the social partners and Governments for their constructive discussion of our case. We take note of their comments and the conclusion of the Committee.

Hong Kong is a society respecting and upholding the rule of law. Arrests and prosecutions are directed against criminal acts based on evidence and according to the law and have nothing to do with a person's political stance, social background or trade union membership.

The rights and freedoms of employers' and workers' organizations to organize activities are also adequately protected by the laws of the Hong Kong SAR. These rights and freedoms have remained intact and have not been affected in any way upon the implementation of the Hong Kong National Security Law.

The Hong Kong National Security Law clearly stipulates that human rights shall be respected and protected in safeguarding national security in the Hong Kong SAR, and the rights and freedoms, including freedom of association which Hong Kong SAR residents enjoy under the basic law and the relevant international human rights conventions shall be protected in accordance with the law.

We would like to reaffirm the commitment of the Hong Kong SAR Government to fully implement the international labour Conventions applicable to the Hong Kong SAR. The Hong Kong SAR Government will continue to provide updates to the issues raised by the Committee of Experts.

Cambodia (ratification: 1999)

Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87)

The Committee took note of the written and oral statements provided by the Government representative and the discussion that followed.

The Committee expressed deep concern at the continuing acts of violence against workers, the arrests of trade unionists in connection with their activities as well as the lack of effective and timely investigations in relation to these incidents.

In this respect, the Committee urges the Government to:

- **investigate all allegations of violent repression of trade union activity and detention of trade union leaders;**
- **take all necessary measures to expedite the investigations into the murders of trade union leaders Chea Vichea and Ros Sovannareth (in 2004) and Hy Vuthy (in 2007) and ensure that the perpetrators of the crimes are brought to justice;**
- **undertake all necessary efforts to settle the legal proceedings against trade unionists in connection with the incidents during the January 2014 demonstrations, ensure that no criminal charges or sanctions are imposed in relation to the peaceful exercise of trade union activities and drop all criminal charges for those trade unionists charged in connection with the January 2014 demonstrations; and**
- **take all necessary measures to stop arbitrary arrest, detention and prosecution of trade unionists for undertaking legitimate trade union activity.**

The Committee also noted that, while some positive steps have been achieved in bringing the law in line with the Convention, serious compliance issues remain unaddressed.

Having examined the matter and taking into account the Government's submissions and the discussion that followed, the Committee calls upon the Government of Cambodia to:

- **provide the reports of the three committees charged with investigations into the murders of, and violence perpetrated against, trade union leaders to the Committee of Experts;**
- **ensure that acts of anti-union discrimination are swiftly investigated and that, if verified, adequate remedies and dissuasive sanctions are applied;**

- with the help of ILO technical assistance, develop guidelines, a code of practice or a handbook on the policing and handling of industrial and protest actions;
- amend the Law on Trade Unions, in consultation with the social partners, to ensure compliance with the Convention;
- ensure that workers are able to register trade unions through a simple, objective and transparent process;
- continue to identify appropriate legal measures, in consultation with the social partners, to ensure that teachers, domestic workers and civil servants not covered by the Law on Trade Unions (LTU) have the freedom of association rights under the Convention;
- repeal the literacy requirement in sections 20, 21 and 38 of the LTU; repeal para. 2 of section 28 of the LTU on the automatic dissolution of workers' organizations in case of complete closure of an enterprise or establishment and repeal section 29 of the LTU on the dissolution of employers' and workers' organizations initiated by members of those organizations;
- discuss with the social partners the possibility of allowing the formation of employers' and workers' organizations by sector or profession; and
- increase its efforts to make the Arbitration Council an effective and sustainable institution in handling labour disputes and ensure that binding Arbitration Council decisions are effectively enforced in law and in practice.

The Committee requests the government to provide information on the measures taken on all the above matters to the Committee of Experts before its November 2021 meeting.

Finally, the Committee recommends that the Government accept a Direct Contacts Mission as soon as possible in order to give full effect to these conclusions and report progress to the Committee of Experts before its November 2021 meeting.

Convention (nº 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des déclarations écrites et verbales fournies par la représentante gouvernementale et de la discussion qui a suivi.

La commission a exprimé sa profonde préoccupation devant la poursuite des actes de violence contre des travailleurs, les arrestations de nombreux syndicalistes en rapport avec leurs activités ainsi que devant l'absence d'enquêtes efficaces et en temps opportun sur ces incidents.

À cet égard, la commission prie instamment le gouvernement:

- d'enquêter sur toutes les allégations de répression violente de l'activité syndicale et de détention de dirigeants syndicaux;
- de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'accélérer les enquêtes sur les meurtres des dirigeants syndicaux Chea Vichea et Ros Sovannareth (en 2004) et Hy Vuthy (en 2007), et d'assurer que les auteurs de ces crimes sont traduits en justice;
- d'engager tous les efforts nécessaires pour conclure les procédures judiciaires intentées à des syndicalistes dans le cadre des incidents des manifestations de

janvier 2014, d'assurer qu'aucune inculpation ou sanction ne soit imposée pour l'exercice pacifique d'activités syndicales et d'abandonner tous les chefs d'inculpation pénale contre les syndicalistes accusés dans le cadre des manifestations de janvier 2014; et

- de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme aux arrestations arbitraires, aux détentions et poursuites de syndicalistes pour avoir mené des activités syndicales légitimes.

La commission a également noté que, si des mesures positives ont été prises pour mettre la législation en conformité avec la convention, des problèmes graves de conformité restent sans réponse.

Ayant examiné la question et prenant en compte l'exposé du gouvernement ainsi que la discussion qui a suivi, la commission demande au gouvernement cambodgien:

- de communiquer à la commission d'experts les rapports des trois commissions chargées d'enquêter sur les violences visant des dirigeants syndicaux et les meurtres de certains d'entre eux;
- d'assurer que des enquêtes sont promptement diligentées contre les actes de discrimination antisyndicale et que, si les faits sont avérés, des réparations adéquates et des sanctions dissuasives sont appliquées;
- avec l'assistance technique du BIT, d'élaborer des lignes directrices, un code de bonne pratique ou un manuel sur le maintien de l'ordre et le traitement des actions collectives et actions de protestation;
- de modifier la Loi sur les syndicats en consultation avec les partenaires sociaux pour garantir sa conformité avec la convention;
- d'assurer que les travailleurs peuvent enregistrer des syndicats par le biais d'une procédure simple, objective et transparente;
- de continuer à identifier, en consultation avec les partenaires sociaux, des mesures légales appropriées pour garantir que les enseignants, les travailleurs domestiques et les fonctionnaires qui ne sont pas couverts par la Loi sur les syndicats jouissent des droits à la liberté syndicale au sens de la convention;
- d'abroger, dans la Loi sur les syndicats, le critère d'alphabétisation figurant dans les articles 20, 21 et 38 de la Loi sur les syndicats, le paragraphe 2 de l'article 28 sur la dissolution automatique des organisations de travailleurs en cas de fermeture totale d'une entreprise ou d'un établissement, et l'article 29 sur la dissolution des organisations d'employeurs et de travailleurs à l'initiative de membres de ces organisations;
- de discuter avec les partenaires sociaux de la possibilité d'autoriser la constitution d'organisations d'employeurs et de travailleurs par secteur ou profession; et
- d'intensifier ses efforts pour faire du Conseil d'arbitrage une institution efficace et pérenne pour traiter les conflits du travail, et de faire en sorte que les décisions contraignantes du Conseil d'arbitrage soient effectivement appliquées en droit et dans la pratique.

La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur les mesures prises sur toutes les matières qui précèdent à la commission d'experts avant sa réunion de novembre 2021.

Enfin, la commission recommande que le gouvernement accepte dès que possible une mission de contacts directs dans le but de donner pleinement effet à ces conclusions et fasse rapport sur les progrès accomplis à la commission d'experts avant sa réunion de novembre 2021.

Convenio sobre la libertad sindical y la protección del derecho de sindicación, 1948 (núm. 87)

La Comisión tomó nota de la información comunicada por escrito y oralmente por la representante gubernamental, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión expresó una profunda preocupación por los continuos actos de violencia contra trabajadores, los arrestos de sindicalistas en relación con sus actividades, así como la falta de investigaciones eficaces y oportunas en lo relativo a estos incidentes.

A este respecto, la Comisión insta al Gobierno a que:

- **investigue todos los alegatos de represión violenta de la actividad sindical y la detención de dirigentes sindicales;**
- **tome todas las medidas necesarias para acelerar el proceso de investigación de los asesinatos de los dirigentes sindicales Chea Vichea y Ros Sovannareth (en 2004) y Hy Vuthy (en 2007), y garantice de que se lleve ante la justicia a los autores de estos crímenes;**
- **despliegue todos los esfuerzos necesarios para se resuelvan los procedimientos judiciales contra sindicalistas relativos a los incidentes acontecidos durante las manifestaciones de enero de 2014, y garantice que no se impongan cargos penales o sanciones por el ejercicio pacífico de actividades sindicales y que se retiren todos los cargos penales contra los sindicalistas acusados con relación a dichas manifestaciones, y**
- **adopte todas las medidas necesarias para poner fin a los arrestos, la detención y la persecución arbitrarios a los que se somete a los sindicalistas por llevar a cabo actividades sindicales legítimas.**

Asimismo, la Comisión tomó nota de que, aunque se han dado pasos positivos en el proceso de adecuar la legislación al Convenio, sigue habiendo graves cuestiones relativas al cumplimiento por resolver.

Tras examinar el asunto y teniendo en cuenta la información proporcionada por el Gobierno y la discusión que se estableció a continuación, la Comisión exhorta al Gobierno de Camboya a:

- **comunicar los informes de los tres comités encargados de las investigaciones de los asesinatos y los actos violentos perpetrados contra sindicalistas a la Comisión de Expertos;**
- **garantizar que se investiguen sin demora los actos de discriminación antisindical y que, si se comprueban, se impongan reparaciones y sanciones disuasivas adecuadas;**

- gracias a la asistencia técnica de la OIT, elaborar directrices, un código de prácticas o un manual sobre la gestión y la vigilancia de las acciones colectivas y de protesta;
- modificar la Ley de Sindicatos (LTU), en consulta con los interlocutores sociales, para garantizar el cumplimiento del Convenio;
- asegurarse de que los trabajadores puedan registrar sus sindicatos mediante un proceso sencillo, objetivo y transparente;
- seguir definiendo medidas jurídicas apropiadas, en consulta con los interlocutores sociales, para que los docentes, los trabajadores domésticos y los funcionarios públicos que no están cubiertos por la LTU gocen de sus derechos de libertad sindical en virtud del Convenio;
- eliminar el requisito de alfabetización de los artículos 20, 21 y 38 de la LTU; suprimir el párrafo 2 del artículo 28 de la LTU sobre la disolución automática de las organizaciones de trabajadores en caso de cierre completo de su empresa o establecimiento y derogar el artículo 29 de la LTU relativo a la disolución de las organizaciones de empleadores y de trabajadores a iniciativa de sus afiliados;
- debatir con los interlocutores sociales la posibilidad de constituir organizaciones de empleadores y de trabajadores por sector o profesión, y
- redoblar sus esfuerzos para que el Consejo de Arbitraje sea una institución eficaz y sostenible en la que tratar los conflictos laborales y garantizar que sus decisiones vinculantes se apliquen en la ley y en la práctica.

La Comisión solicita al Gobierno que proporcione información acerca de las medidas adoptadas sobre todas estas cuestiones a la Comisión de Expertos antes de su reunión de noviembre de 2021.

Por último, la Comisión recomienda al Gobierno que acepte una misión de contactos directos lo antes posible con el fin de dar pleno efecto a estas conclusiones y le pide que comunique los progresos realizados a la Comisión de Expertos antes de su reunión de noviembre de 2021.

(*The conclusions are adopted.*)

(*Les conclusions sont adoptées.*)

(*Las conclusiones fueron adoptadas.*)

Government representative (Ms SOVANN) – Cambodia takes note of the conclusions and recommendations made by the Committee. Cambodia will continue working closely with relevant stakeholders to protect and promote the freedom of association as enshrined in the Convention. My delegation would like to reassure that Cambodia remains committed to honour rights and obligations stipulated in the relevant instruments to which it is a party.

However, my delegation notes with regret that, despite our strenuous effort and information and clarification provided, some matters are still selectively picked and chosen to paint the exercise of the freedom of association in Cambodia with deep-dark brush ignoring the real progress on the ground. We note that some issues are outdated and have been addressed through the implementation of the road map. Its progress has been reported regularly to the ILO. Cambodia will continue working closely with our social partners to update our road map and its progress will be communicated in due course.

Regarding the unfounded allegations, we would like to reiterate that there is no arrest of unionists in Cambodia in connection to their union activities. Individuals are prosecuted and convicted by the court for offences they have committed.

Once again, my delegation would like to express our appreciation to all delegates for their constructive interventions and to the ILO and other partners for their extended support to Cambodia, and Cambodia avails itself of the ILO's continued technical support.

However, my delegation would like to request an adequate time to review and implement the Committee's recommendations, especially during this unprecedented difficult time. The direct contacts mission should not be considered in this case where there is no serious violation of the Convention.

Despite this challenging time, my delegation would like to assure that Cambodia will submit a detailed report by November 2021 and request the Committee of Experts to consider later whether the direct contacts mission is still necessary.

Kazakhstan (ratification: 2000)

Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87)

The Committee took note of the written and oral information presented by the Government representative and the discussion that followed.

The Committee noted the long-standing and persistent nature of the issues and the prior discussion of this case in the Committee, most recently in 2019.

The Committee welcomed that further steps towards implementing the 2018 road map were made, in particular amendments to the law, however regretted that not all previous recommendations have been fully addressed so far.

In this regard, the Committee took note of the continuing restrictions in practice on the right of workers to form organizations of their own choosing, in particular the unduly difficult re-registration and deregistration processes which undermine the exercise of freedom of association.

The Committee also noted with concern the numerous allegations of violations of the basic civil liberties of trade unionists, including violence, intimidation and harassment.

Having examined the matter and taking into account the Government's submissions and the discussion that followed, the Committee requests the Government of Kazakhstan to take all necessary measures to:

- bring all national legislation into line with the Convention to guarantee full enjoyment of freedom of association to workers' and employers' organizations;
- ensure that the allegations of violence against trade union members are completely investigated, notably in the case of Mr Senyavsky;
- stop judicial harassment practices of trade union leaders and members conducting lawful trade union activities and drop all unjustified charges, including the ban for trade unionists to hold any position in a public or non-governmental organization;
- continue to review developments in the cases of Mr Baltabay and Ms Kharkova;

- resolve the registration of the KSPRK and the Industrial Union of Employees of the Fuel and Energy Sector (STUFECE) so as to allow them to enjoy the full autonomy and independence of a free and independent workers' organization, to fulfil their mandate and to represent their constituents without further delay;
- review with the social partners the law and practice concerning the registration of trade unions with a view to overcoming existing obstacles;
- refrain from showing favouritism towards any given trade union and put an immediate stop to the interference in the establishment and functioning of trade union organizations;
- remove any existing obstacles in law and in practice to the operation of free and independent employers' organizations in the country, in particular repeal in the Law on the NCE the provisions on accreditation of employers' organizations with the NCE;
- ensure that workers' and employers' organizations are not prevented from receiving financial or other assistance by international workers' and employers' organizations; and
- fully implement the previous recommendations of the Committee and the 2018 road map.

The Committee requests the Government to accept a direct contacts mission of the International Labour Office before the next session of the International Labour Conference with full access to the organizations and individuals mentioned in the observations of the Committee of Experts.

The Committee requests that the Government provide to the Committee of Experts before its 2021 session full information on developments and measures taken in consultation with the social partners to comply with the Convention.

Convention (nº 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations que le représentant gouvernemental a fournies par écrit et oralement et de la discussion qui a suivi.

La commission a constaté que des problèmes persistent depuis longtemps et a pris note des discussions préalables sur ce cas qui ont eu lieu devant la commission, dont la plus récente en 2019.

La commission s'est félicitée des nouvelles mesures adoptées pour mettre en œuvre la feuille de route de 2018, en particulier les amendements à la législation, tout en regrettant qu'il n'ait pas été tenu compte de toutes les recommandations précédentes jusqu'à présent.

À cet égard, la commission a pris note des restrictions persistantes, dans la pratique, du droit des travailleurs de constituer des organisations de leur choix, en particulier les procédures de réenregistrement et de radiation indûment complexes qui nuisent à l'exercice de la liberté syndicale.

La commission a également pris note avec préoccupation des nombreuses allégations de violation des libertés civiles fondamentales des syndicalistes, dont des cas de violence, d'intimidation et de harcèlement.

Après avoir étudié la question et, prenant en compte l'exposé du gouvernement et la discussion qui a suivi, la commission prie le gouvernement du Kazakhstan de prendre toutes les mesures nécessaires pour:

- rendre toute la législation nationale conforme à la convention pour garantir la pleine jouissance de la liberté syndicale aux organisations de travailleurs et d'employeurs;
- veiller à ce que les allégations de violence à l'encontre des membres de syndicats fassent l'objet d'enquêtes exhaustives, notamment dans le cas de M. Senyavsky;
- mettre un terme aux pratiques de harcèlement judiciaire des dirigeants et des membres syndicaux qui mènent des activités syndicales légales et abandonner toutes les accusations injustifiées, y compris l'interdiction pour des syndicalistes d'exercer toute fonction dans une organisation publique ou non gouvernementale;
- continuer de suivre l'évolution de la situation des cas de M. Baltabay et de M^{me} Kharkova;
- résoudre la question de l'enregistrement du Congrès des syndicats libres (KSPRK) et du Syndicat industriel des employés du secteur des combustibles et de l'énergie afin de leur permettre de jouir dans les plus brefs délais de la pleine autonomie et de l'entièvre indépendance d'une organisation de travailleurs libre et indépendante, de remplir leur mandat et de représenter leurs membres;
- revoir, avec les partenaires sociaux, la législation et la pratique relatives à l'enregistrement des syndicats en vue de surmonter les difficultés existantes;
- s'abstenir de faire preuve de favoritisme à l'égard d'une organisation syndicale donnée et cesser immédiatement toute ingérence dans la constitution et la gestion des organisations syndicales;
- supprimer les obstacles existants, en droit et dans la pratique, au fonctionnement des organisations d'employeurs libres et indépendantes dans le pays, en particulier abroger les dispositions de la loi sur la Chambre nationale des entrepreneurs relatives à l'accréditation des organisations d'employeurs;
- veiller à ce que les organisations de travailleurs et d'employeurs ne soient pas empêchées de recevoir une aide financière ou autre de la part d'organisations internationales de travailleurs et d'employeurs;
- mettre pleinement en œuvre les recommandations précédentes de la commission, ainsi que la feuille de route de 2018.

La commission prie le gouvernement d'accepter une mission de contacts directs du BIT avant la prochaine session de la Conférence internationale du Travail, en prévoyant un accès total aux organisations et aux personnes mentionnées dans les observations de la commission d'experts.

La commission prie le gouvernement de fournir à la commission d'experts, avant sa prochaine session de 2021, des informations complètes sur les faits nouveaux et les mesures prises en consultation avec les partenaires sociaux pour se conformer à la convention.

Convenio sobre la libertad sindical y la protección del derecho de sindicación, 1948 (núm. 87)

La Comisión tomó nota de la información comunicada por escrito y oralmente por el representante del Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión observó la naturaleza persistente de las cuestiones relativas a este caso, que lleva mucho tiempo siendo objeto de debate en la Comisión, la última vez en 2019.

La Comisión saludó los pasos que se han dado hacia la puesta en práctica de la hoja de ruta de 2018, en particular las enmiendas a la legislación, pero lamentó que por el momento no se haya dado pleno efecto a todas las recomendaciones anteriores.

A este respecto, la Comisión tomó nota de las continuas restricciones que se imponen en la práctica al derecho de los trabajadores de constituir las organizaciones que estimen convenientes, en particular dada la excesiva dificultad que conllevan los procesos para registrar de nuevo o cancelar el registro de un sindicato, lo que socava el ejercicio de la libertad sindical.

Asimismo, la Comisión tomó nota con preocupación de los numerosos alegatos de violaciones de las libertades civiles básicas de los sindicalistas, incluidas la violencia, la intimidación y el acoso.

Tras examinar el asunto y teniendo en cuenta la información proporcionada por el Gobierno y la discusión que se entabló a continuación, la Comisión pide al Gobierno de Kazajstán que tome todas las medidas necesarias para:

- **ajustar la legislación nacional al Convenio con el fin de garantizar a las organizaciones de empleadores y de trabajadores el pleno ejercicio de la libertad sindical;**
- **garantizar que se investigan exhaustivamente los alegatos de violencia contra sindicalistas, en especial en el caso del Sr. Senyavsky;**
- **poner fin a las prácticas de acoso judicial dirigidas a dirigentes sindicales y sindicalistas que llevan a cabo actividades sindicales legítimas y retirar todos los cargos injustificados, como la prohibición de que los sindicalistas ocupen un puesto en una organización pública o no gubernamental;**
- **seguir la evolución de las causas del Sr. Baltabay y la Sra. Kharkova;**
- **resolver el problema de registro del KSPRK y del Sindicato Industrial de Empleados del Sector de los Combustibles y la Energía (STUFECE) de modo que puedan gozar sin más demora de la plena autonomía e independencia propias de una organización de trabajadores libre e independiente con el fin de cumplir su mandato y representar a sus mandantes;**
- **examinar con los interlocutores sociales la legislación y la práctica relativas al registro de los sindicatos con vistas a superar los obstáculos existentes;**
- **abstenerse de dar pruebas de favoritismo hacia un sindicato determinado y poner fin inmediatamente a la injerencia en la constitución y el funcionamiento de las organizaciones sindicales;**
- **suprimir toda dificultad existente en la legislación o la práctica para el funcionamiento de las organizaciones de empleadores libres e independientes en el país, y en particular derogar, en la Ley sobre la Cámara Nacional de**

Empresarios (NCE), la disposición sobre la acreditación de las organizaciones de empleadores por la NCE;

- asegurarse de que no se impide a las organizaciones de empleadores y de trabajadores recibir ayuda financiera o de otro tipo de organizaciones de empleadores y de trabajadores internacionales, y
- aplicar plenamente las recomendaciones anteriores de la Comisión y la hoja de ruta de 2018.

La Comisión pide al Gobierno que acepte una misión de contactos directos de la Oficina Internacional del Trabajo antes de la próxima reunión de la Conferencia Internacional del Trabajo otorgándole pleno acceso a las organizaciones y las personas mencionadas en las observaciones de la Comisión de Expertos.

La Comisión pide al Gobierno que le proporcione a la Comisión de Expertos, antes de su próxima reunión, que se celebrará en 2021, todo tipo de información sobre la evolución de este caso y las medidas adoptadas en consulta con los interlocutores sociales para cumplir el Convenio.

(The conclusions are adopted.)

(Les conclusions sont adoptées.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Maldives (ratification: 2014)

Maritime Labour Convention, 2006, as amended (MLC, 2006)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

The Committee noted the critical importance of effective national implementation of the Maritime Labour Convention, 2006, as amended (MLC, 2006), and the need for ratifying Member States to ensure they meet their regular reporting obligations.

Taking into account the discussion, the Committee urges the Government of Maldives to take all necessary measures, in consultation with the social partners, to:

- ensure full compliance of its law and practice with the MLC, 2006;
- provide full information regarding the application in law and in practice of the MLC, 2006; and
- fully comply with its reporting obligations.

The Committee requests the Government to avail itself of the ILO technical assistance to effectively implement these conclusions.

Convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006)

La commission a pris note des informations que la représentante gouvernementale a fournies par écrit et oralement et de la discussion qui a suivi.

La commission a fait observer qu'il était primordial d'appliquer efficacement la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006), au niveau national et que les États Membres qui l'ont ratifiée doivent veiller à s'acquitter de leurs obligations en matière de présentation régulière de rapports.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu sur ce cas, la commission prie instamment le gouvernement des Maldives de prendre toutes les mesures nécessaires, en consultation avec les partenaires sociaux, pour:

- garantir la pleine conformité de son droit et de sa pratique avec la MLC, 2006;
- fournir des informations complètes sur l'application de la MLC, 2006, en droit et dans la pratique; et
- s'acquitter pleinement de ses obligations en matière de présentation des rapports.

La commission prie le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT afin de mettre efficacement en œuvre ces conclusions.

Convenio sobre el trabajo marítimo, 2006, en su versión enmendada (MLC, 2006)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita comunicada por el representante del Gobierno y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión señaló la importancia decisiva de la efectiva aplicación nacional del Convenio sobre el trabajo marítimo, 2006, en su versión enmendada (MLC, 2006) y la necesidad de su ratificación por parte de los Estados Miembros, para garantizar que den cumplimiento a sus obligaciones de presentación periódica de memorias.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión insta al Gobierno de Maldivas a que adopte las medidas necesarias, en consulta con los interlocutores sociales, para:

- garantizar el pleno cumplimiento de su legislación y de su práctica con el MLC, 2006;
- comunicar información completa sobre la aplicación, en la legislación y en la práctica, del MLC, 2006, y
- dar pleno cumplimiento a sus obligaciones de presentación de memorias.

La Comisión pide al Gobierno que recurra a la asistencia técnica de la OIT para aplicar efectivamente estas conclusiones.

(*The conclusions are adopted.*)

(*Les conclusions sont adoptées.*)

(*Las conclusiones fueron adoptadas.*)

Tajikistan (ratification: 2009)

Labour Inspection Convention, 1947 (No. 81)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

The Committee regretted the failure of the Government to report in compliance with the Convention to the Committee of Experts.

Recalling the fundamental role of labour inspection in achieving decent work and in protecting workers rights, the Committee noted with deep concern the long-standing issues regarding compliance with the Convention.

Taking into account the discussion, the Committee urges the Government of Tajikistan to:

- take all necessary measures to ensure that no moratorium or other restrictions of this nature on labour inspections be placed in the future;
- provide information on the developments regarding labour inspections, including on the number of inspection visits undertaken by the labour inspectors, disaggregated by type of inspections and by sectors;
- take all necessary legislative measures to ensure that labour inspectors are empowered to make visits without previous notice, and that they are able to undertake labour inspections as often and as thoroughly as is necessary to ensure the effective application of the legal provisions and to guarantee the powers of the state inspectorate in line with the Convention;
- revive the functioning of the Council for the Coordination of the Activities of Inspection Bodies so as to ensure the effectiveness and the efficiency of both labour inspectorates;
- implement the outcome 2.2 of the Decent Work Country Programme 2020–2024, in order to increase the effectiveness of the labour inspection;
- publish reports on the work of the inspection services and transmit those reports to the ILO in line with Articles 19 and 20 of the Convention; and
- involve the social partners in implementing those recommendations.

The Committee urges the Government to fulfil its reporting obligations under the Convention.

The Committee invites the Government to accept an ILO technical advisory mission within the framework of the ongoing technical assistance of the ILO in Tajikistan.

Convention (nº 81) sur l'inspection du travail, 1947

La commission a pris note des informations que le représentant gouvernemental a fournies par écrit et oralement et de la discussion qui a suivi.

La commission a regretté que le gouvernement n'ait pas soumis de rapport à la commission d'experts comme prévu par la convention.

Rappelant le rôle fondamental de l'inspection du travail dans la réalisation du travail décent et la protection des droits des travailleurs, la commission a noté avec une profonde préoccupation que des problèmes concernant le respect de la convention persistaient.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu sur ce cas, la commission prie instamment le gouvernement du Tadjikistan:

- de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que plus aucun moratoire ou aucune autre restriction de cette nature ne sera imposé à l'avenir aux inspections du travail;
- de fournir des informations sur l'évolution de la situation des inspections du travail, y compris sur le nombre de visites d'inspection effectuées par les inspecteurs du travail, ventilées par types d'inspection et secteur;
- de prendre toutes les mesures législatives nécessaires pour s'assurer que les inspecteurs du travail sont habilités à effectuer des visites sans avertissement

préalable et peuvent mener des inspections du travail aussi souvent et aussi soigneusement que nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales et garantir les pouvoirs de l'inspection étatique du travail conformément à la convention;

- de relancer le fonctionnement du Conseil pour la coordination des activités des organes d'inspection pour assurer l'efficacité et l'efficience des deux services d'inspection du travail;
- de mettre en œuvre le résultat 2.2 du programme par pays de promotion du travail décent 2020-2024 pour accroître l'efficacité de l'inspection du travail;
- de publier des rapports sur les travaux des services d'inspection et les transmettre au BIT en application des articles 19 et 20 de la convention; et
- de faire participer les partenaires sociaux à la mise en œuvre des présentes recommandations.

La commission prie instamment le gouvernement de s'acquitter de ses obligations en matière de présentation des rapports au titre de la convention.

La commission invite le gouvernement à accepter une mission consultative technique du BIT dans le cadre de l'assistance technique que le Bureau fournit actuellement au Tadjikistan.

Convenio sobre la inspección del trabajo, 1947 (núm. 81)

La Comisión tomó nota de la información escrita y oral comunicada por el representante del Gobierno y del debate que tuvo lugar a continuación.

La Comisión lamentó que el Gobierno no presentara su memoria a la Comisión de Expertos en conformidad con el Convenio.

Recordando el papel fundamental de la inspección de trabajo en la consecución del trabajo decente y en la protección de los derechos de los trabajadores, la Comisión de la Conferencia tomó nota con profunda preocupación de los problemas que se plantean desde hace tiempo en relación con el cumplimiento del Convenio.

Teniendo en cuenta el debate celebrado, la Comisión insta al Gobierno de Tayikistán a:

- adoptar todas las medidas que sea preciso para que en el futuro no se imponga ninguna moratoria ni ninguna otra restricción de esta naturaleza a las inspecciones del trabajo;
- comunicar información sobre la evolución de las inspecciones, incluido el número de visitas realizadas por los inspectores del trabajo, desglosadas por tipos de inspección y por sectores;
- adoptar todas las medidas legislativas necesarias para garantizar que los inspectores del trabajo estén facultados para realizar visitas sin notificación previa, y que puedan llevar a cabo inspecciones con la frecuencia y la exhaustividad necesarias para asegurar la aplicación efectiva de las disposiciones legales y garantizar las competencias de la inspección estatal del trabajo en consonancia con el Convenio;

- reactivar el funcionamiento del Consejo de coordinación de las actividades de los organismos de inspección para garantizar la eficacia y la eficiencia de los dos servicios de inspección;
- aplicar el resultado 2.2 del Programa de trabajo decente por país 2020-2024, con el fin de aumentar la eficacia de la inspección de trabajo;
- publicar informes sobre la labor realizada por los servicios de inspección y transmitir dichos informes a la OIT, de conformidad con los artículos 19 y 20 del Convenio, y
- implicar a los interlocutores sociales en la aplicación de estas recomendaciones.

La Comisión insta al Gobierno a cumplir con sus obligaciones de presentación de memorias en virtud del Convenio.

La Comisión invita al Gobierno a aceptar una misión de asesoramiento técnico de la OIT en el marco de la asistencia técnica que la OIT está prestando en Tayikistán.

(The conclusions are adopted.)

(Les conclusions sont adoptées.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Interpretation from Russian: Government representative (Ms HABIBI) – We would like to thank you for giving us the chance to take the floor. At the beginning of May, consultations were carried out with the ILO, with the relevant Ministry of Tajikistan, relating to the Committee of Experts' comments.

The replies relating to the Convention were prepared by us and on 24 June we sent them to the Committee. They contain crucial information on the statistics and social partners' activities. Later, in the Committee, we listened to the discussion on the case, and a series of recommendations were made consequently.

We will continue working on the basis of your comments and recommendations with regard to the preparation of our annual report. Previously, the responsibility came under a separate Ministry. We have noted the comments made in relation to the publication of reports on the work of labour inspection services. At the moment, these issues are being discussed and in the future the full report will be forwarded to the Committee of Experts. It has already been published on the website with comments relating to the moratorium. The middle moratorium was stopped this year indefinitely, and with regard to future labour inspections, further information will be provided.

Turkmenistan (ratification: 1997)

Abolition of Forced Labour Convention, 1957 (No. 105)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

The Committee noted with deep concern the persistence of the widespread use of forced labour in relation to the annual state-sponsored cotton harvest in Turkmenistan and its failure to make any meaningful progress on the matter since the Committee last discussed the case in 2016.

Taking into account the discussion, the Committee urges the Government of Turkmenistan to take effective and time-bound measures to:

- in compliance with Article 1(b) of the Convention, ensure in law and in practice that no one, including farmers, public and private sector workers and students, is forced to work for the state-sponsored cotton harvest, or threatened with punishment for the lack of fulfilment of production quotas;
- ensure that, in line with the Convention, the State of Emergency Act, the Emergency Response Act, the Act on preparation for and carrying out of mobilization in Turkmenistan and article 19 of the Labour Code are not used as a legal basis or pretext for forced labour;
- report on the status of section 7 of the Law on the Legal Regime Governing Emergencies of 1990;
- eliminate the compulsory quota system for production and harvesting of cotton;
- prosecute and sanction appropriately any public official who participates in the forced mobilization of workers for the cultivation or harvest of cotton;
- develop, in consultation with the social partners and with ILO technical assistance, an action plan aimed at eliminating, in law and practice, forced labour in connection with state-sponsored cotton harvesting, and improving recruitment and working conditions in the cotton sector in line with International Labour Standards; and
- allow independent social partners, press and civil society organizations, to monitor and document any incidences of forced labour in the cotton harvest without fear of reprisals.

In order to effectively implement all those recommendations, the Committee calls on the Government to accept a high-level mission of the ILO which will be granted all accommodations so as to carry out its duties before the next International Labour Conference and during the harvest season.

Convention (nº 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

La commission a pris note des informations que le représentant gouvernemental a fournies par écrit et oralement et de la discussion qui a suivi.

La commission a noté avec une profonde préoccupation la persistance d'un recours généralisé au travail forcé lors de la récolte annuelle de coton organisée par l'État turkmène et l'absence de progrès significatifs sur la question depuis le dernier examen de ce cas par la commission en 2016.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission prie instamment le gouvernement du Turkménistan de prendre des mesures efficaces et assorties de délais pour:

- en application de l'article 1 b) de la convention, assurer que, en droit et dans la pratique, nul n'est contraint, y compris les exploitants agricoles et les travailleurs des secteurs public et privé et les étudiants, de participer à la récolte de coton organisée par l'État ni menacé de sanctions si les quotas de production ne sont pas atteints;
- assurer que, conformément à la convention, la loi sur l'état d'urgence, la loi sur les interventions d'urgence, la loi sur la préparation et la mise en œuvre de la mobilisation au Turkménistan et l'article 19 du Code du travail ne servent pas de base légale ou de prétexte au travail forcé;

- rendre compte du statut de l'article 7 de la loi de 1990 sur le régime juridique régissant les situations d'urgence;
- mettre fin aux quotas obligatoires de production et de récolte de coton;
- poursuivre et sanctionner de manière appropriée tout fonctionnaire qui participe à la mobilisation forcée des travailleurs pour la culture ou la récolte du coton;
- élaborer, en consultation avec les partenaires sociaux et avec l'assistance technique du BIT, un plan d'action visant à éliminer, en droit et dans la pratique, le travail forcé lors de la récolte du coton organisée par l'État, et à améliorer les conditions de recrutement et de travail dans le secteur du coton, conformément aux normes internationales du travail; et
- permettre aux partenaires sociaux indépendants, à la presse et aux organisations de la société civile de suivre et de réunir des informations sur les cas de travail forcé lors de la récolte du coton sans craindre de représailles.

Afin de mettre efficacement en œuvre toutes ces recommandations, la commission demande au gouvernement d'accepter une mission de haut niveau du BIT qui bénéficiera de tous les aménagements nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions avant la prochaine Conférence internationale du Travail et pendant la saison des récoltes.

Convenio sobre la abolición del trabajo forzoso, 1957 (núm. 105)

La Comisión tomó nota de la información escrita y oral proporcionada por el representante gubernamental y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión tomó nota con profunda preocupación de la persistencia de la utilización generalizada del trabajo forzoso en relación con la cosecha anual de algodón patrocinada por el Estado en Turkmenistán, y de la inexistencia de progresos significativos al respecto desde la última vez que la Comisión discutió el caso, en 2016.

Teniendo en cuenta la discusión, la Comisión insta al Gobierno de Turkmenistán a adoptar medidas eficaces y con plazos claros a fin de:

- de conformidad con lo dispuesto en el artículo 1, b) del Convenio, garantizar en la legislación y en la práctica que nadie, incluidos los agricultores, los trabajadores del sector público y privado y los estudiantes, se vea obligado a trabajar para la cosecha de algodón patrocinada por el Estado, ni amenazado con un castigo por no alcanzar las cuotas de producción;
- garantizar que, de conformidad con el Convenio, la Ley sobre el Estado de Emergencia, la Ley sobre la Respuesta a las Emergencias y la Ley sobre Preparación y Cumplimiento de la Movilización en Turkmenistán, y el artículo 19 del Código del Trabajo no se utilicen como una base jurídica o un pretexto para el trabajo forzoso;
- informar sobre la situación del artículo 7 de la Ley sobre el Régimen Legal aplicable a las Emergencias, de 1990;
- eliminar el sistema de cuotas obligatorias para la producción y la cosecha de algodón;

- procesar y sancionar debidamente a cualquier funcionario público que participe en la movilización forzosa de trabajadores para el cultivo o la cosecha de algodón;
- elaborar, en consulta con los interlocutores sociales y con la asistencia técnica de la OIT, un plan de acción para eliminar, en la legislación y en la práctica, el trabajo forzoso en relación con la cosecha de algodón patrocinada por el Estado, y para mejorar las condiciones de contratación y de trabajo en el sector del algodón de conformidad con las normas internacionales del trabajo, y
- permitir a los interlocutores sociales independientes, la prensa y las organizaciones de la sociedad civil vigilar y documentar cualquier incidente de trabajo forzoso en la cosecha de algodón sin temor a represalias.

Con el fin de dar cumplimiento efectivo a estas recomendaciones, la Comisión insta al Gobierno a aceptar una misión de alto nivel de la OIT, a la que se concederá todas las facilidades para desempeñar sus funciones antes de la próxima Conferencia Internacional del Trabajo y durante la temporada de cosecha.

(*The conclusions are adopted.*)

(*Les conclusions sont adoptées.*)

(*Las conclusiones fueron adoptadas.*)

Government representative (Mr HALJANOV) – First of all, I would like to take this opportunity to thank all parties that were involved in the consideration of the case of implementation by Turkmenistan of Convention No. 105. We take note of the conclusions of the Committee.

Furthermore, we consider the observations of widespread and systematic use of forced labour in cotton farming in Turkmenistan to be completely unfounded. The Committee had failed to take into account the significant efforts by Turkmenistan to mechanize the cotton sector and fully eliminate forced labour.

The statement of the Minister of Labour on 8 June brings concrete statistical data on the mechanization process of the sector. Unfortunately, the Committee's conclusions once again classify that the Committee or its members have shown a prejudiced attitude and selective approach to the facts that were brought to light during the dialogue. In particular, point two of the third paragraph deals with the application on the Act on the Legal Regime governing Emergencies of 1990 and the State of Emergency Law of 2013. I would like to inform you that in the history of independence of Turkmenistan, a state of emergency has never been announced to use those provisions. So, this point is not relevant at all.

The following paragraph, in particular, point 3 of the same paragraph requests reporting under the Act of the Legal Regime governing Emergencies of 1990 which was replaced in 2013 by the State of Emergency Law, but, despite this, we have already informed that neither the Law of 1990 nor the Law of 2013 contain the expression "needs of economic development" at all. We are ready to provide the texts of these two Laws for your study.

In conclusion, as has been repeatedly stated by the head of our delegation, Turkmenistan is committed and ready to cooperate with the ILO in fulfilling its obligations under labour Conventions. We have already proposed various forms and ways of cooperation with the ILO, ready to consider other options acceptable for both parties.

Belarus (ratification: 1956)

Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

The Committee noted the long-standing nature and the prior discussion of this case in the Committee, most recently in 2015.

The Committee noted with great concern and deeply regretted the numerous allegations of extreme violence to repress peaceful protests and strikes, and the detention, imprisonment and torture of workers while in custody following the presidential election in August 2020 as well as the allegations regarding the lack of investigation in relation to these incidents.

The Committee expressed its deep concern that, seventeen years after the Commission of Inquiry's report, the Government of Belarus had failed to take measures to address most of the Commission's recommendations. The Committee recalled the outstanding recommendations of the 2004 Commission of Inquiry and the need for their rapid, full and effective implementation.

Taking into account the discussion, the Committee urges the Government to:

- restore without delay full respect for workers' rights and freedom;
- implement Recommendation 8 of the Commission of Inquiry on guaranteeing adequate protection or even immunity against administrative detention for trade union officials in the performance of their duties or when exercising their civil liberties (freedom of speech, freedom of assembly, etc);
- take measures for the release of all trade unionists who remain in detention and for the dropping of all charges related to participation in peaceful protest action;
- refrain from the arrest, detention or engagement in violence, intimidation or harassment, including judicial harassment, of trade union leaders and members conducting lawful trade union activities; and
- investigate without delay alleged instances of intimidation or physical violence through an independent judicial inquiry.

As regards the issue of legal address as an obstacle to trade union registration, the Committee calls on the Government to ensure that there are no obstacles to the registration of trade unions, in law and in practice, and requests the Government to keep it informed of further developments on this matter, in particular any discussions held and outcomes of these discussions in the Tripartite Council.

As regards the demand by the President of Belarus for the setting up of trade unions in all private companies by 2020 on the request of the Federation of Trade Unions of Belarus (FPB), the Committee urges in the strongest terms the Government:

- to refrain from any interference with the establishment of trade unions in private companies, in particular from demanding the setting up of trade unions under the threat of liquidation of private companies otherwise;

- to clarify publicly that the decision whether or not to set up a trade union in private companies is solely at the discretion of the workers in these companies; and
- to put an immediate stop to the interference with the establishment of trade unions and refrain from showing favouritism towards any particular trade union in private companies.

As regards the restrictions of the organization of mass events by trade unions, the Committee urges the Government, in consultation with the social partners, including in the framework of the Tripartite Council:

- to amend the Law on Mass Activities and the accompanying Regulation, in particular with a view:
 - to set out clear grounds for the denial of requests to hold trade union mass events, ensuring compliance with freedom of association principles;
 - to widen the scope of activities for which foreign financial assistance can be used;
 - to lift all obstacles, in law and practice, which prevent workers' and employers' organizations to benefit from assistance from international organizations of workers and employers in line with the Convention;
 - to abolish the sanctions imposed on trade unions or trade unionists participating in peaceful protests.
- to repeal the Ordinance No. 49 of the Council of Ministers, as amended, to enable workers' and employers' organizations to exercise their right to organize mass events in practice; and
- to address and find practical solutions to the concerns raised by the trade unions in respect of organizing and holding mass events in practice.

As regards consultations in respect of the adoption of new pieces of legislation affecting the rights and interests of workers, the Committee requests the Government to amend the Regulation of the Council of Ministers No. 193 to ensure that social partners enjoy equal rights in consultations during the preparation of legislation.

As regards the functioning of the Tripartite Council for the Improvement of Legislation in the Social and Labour Sphere, the Committee urges the Government to take the necessary measures to strengthen the Tripartite Council so that it can play an effective role in the implementation of the recommendations of the Commission of Inquiry and other ILO supervisory bodies towards full compliance with the Convention in law and practice.

The Committee expresses its disappointment at the slow process in the implementation of the recommendations of the Commission of Inquiry. Recent developments indicated a step backward and further retreat on the part of the Government from its obligations under the Convention. The Committee therefore urges the Government to take before the next conference, in close consultation with the social partners, all necessary steps to fully implement all outstanding recommendations of the Commission of Inquiry.

The Committee invites the Government to avail itself of ILO technical assistance.

The Committee requests the Government to provide detailed and complete information on measures taken and progress made on all of the above issues and to transmit all relevant legislative texts to the Committee of Experts before its next meeting in consultation with the social partners.

The Committee decided to include its conclusions in a special paragraph of the report.

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations écrites et verbales fournies par la représentante gouvernementale et de la discussion qui a suivi.

La commission a pris note de l'ancienneté de ce cas et de sa précédente discussion devant la commission, la dernière fois en 2015.

La commission a noté avec une profonde préoccupation et profondément regretté les nombreuses allégations de violence extrême utilisée pour réprimer des protestations et grèves pacifiques, et la détention, l'emprisonnement et la torture de travailleurs pendant leur internement après l'élection présidentielle d'août 2020, ainsi que les allégations relatives à l'absence d'enquête sur ces incidents.

La commission a exprimé sa profonde préoccupation du fait que, dix-sept ans après le rapport de la commission d'enquête, le gouvernement du Bélarus n'a toujours pas pris de mesures pour répondre à la plupart des recommandations de la commission. La commission a rappelé les recommandations de la commission d'enquête de 2004 qui restent en suspens et la nécessité de leur mise en œuvre rapide, totale et effective.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission prie instamment le gouvernement:

- de rétablir sans délai le respect total des droits et libertés des travailleurs;**
- d'appliquer la recommandation 8 de la commission d'enquête sur la nécessité de garantir une protection adéquate, voire l'immunité, contre toute mesure de détention administrative imposée aux responsables syndicaux dans l'exercice de leurs fonctions ou de leurs libertés publiques (liberté d'expression, liberté de réunion, etc.);**
- de prendre des mesures pour la libération de tous les syndicalistes encore en détention et l'abandon de tous les chefs d'accusation liés à la participation à des actions de protestation pacifiques;**
- de s'abstenir de procéder à des arrestations, des détentions, ou de se livrer à la violence, l'intimidation ou au harcèlement, y compris le harcèlement judiciaire, contre des dirigeants et membres de syndicats exerçant des activités syndicales licites.**
- de mener sans retard des enquêtes sur les cas allégués d'intimidation ou de violence physique par la voie d'une enquête judiciaire indépendante.**

S'agissant de la question de l'adresse légale faisant obstacle à l'enregistrement des syndicats, la commission appelle le gouvernement à faire en sorte que l'enregistrement des organisations syndicales ne se heurte à aucun obstacle, en droit comme dans la pratique, et elle prie le gouvernement de la tenir informée de

I'évolution de la situation en la matière, en particulier de toute discussion qui aurait eu lieu et des résultats de ces discussions au conseil tripartite.

S'agissant de la demande du Président du Bélarus concernant la création d'organisations syndicales dans toutes les entreprises privées d'ici 2020 à la demande de la Fédération des syndicats du Bélarus, la commission exhorte en les termes les plus fermes le gouvernement à:

- **s'abstenir de toute ingérence dans la création de syndicats dans des entreprises privées, en particulier d'exiger la constitution de syndicats sous la menace d'une liquidation de l'entreprise privée;**
- **préciser publiquement que la décision de créer ou non un syndicat dans une entreprise privée relève de la seule discrétion des travailleurs de cette entreprise;**
- **cesser immédiatement toute ingérence dans la création de syndicats et s'abstenir de favoritisme envers quelque syndicat que ce soit dans les entreprises privées.**

S'agissant des restrictions imposées à l'organisation de manifestations de masse par les syndicats, la commission prie instamment le gouvernement, en concertation avec les partenaires sociaux, notamment dans le cadre du Conseil tripartite:

- **de modifier la loi sur les activités de masse ainsi que la réglementation qui l'accompagne, en particulier afin:**
 - **de définir des motifs clairs de refus des demandes de tenue de manifestations syndicales de masse, qui soient conformes aux principes de la liberté syndicale;**
 - **d'élargir les domaines d'activité pour lesquels une aide financière étrangère peut être utilisée;**
 - **de lever tous les obstacles, en droit comme dans la pratique, qui empêchent les organisations de travailleurs et d'employeurs de bénéficier de l'aide d'organisations internationales de travailleurs et d'employeurs conformément à la convention; et**
 - **d'abolir les sanctions imposées à des syndicats ou des syndicalistes participant à des protestations pacifiques;**
- **d'abroger l'ordonnance n° 49 du Conseil des ministres, telle que modifiée, pour permettre aux organisations de travailleurs et d'employeurs d'exercer dans la pratique leur droit d'organiser des événements de masse;**
- **de répondre et trouver des solutions pratiques aux préoccupations soulevées par les syndicats pour ce qui est de l'organisation et de la tenue des événements de masse dans la pratique.**

S'agissant des consultations relatives à l'adoption de nouveaux textes de loi affectant les droits et les intérêts des travailleurs, la commission prie le gouvernement de modifier le décret no 193 du Conseil des ministres de telle sorte que les partenaires sociaux jouissent de droits égaux dans les consultations pour la préparation des textes de loi.

S'agissant du fonctionnement du Conseil tripartite pour l'amélioration de la législation dans le domaine social et du travail, la commission prie instamment le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour renforcer le conseil tripartite afin qu'il puisse jouer effectivement un rôle dans l'application des recommandations de la commission d'enquête et d'autres organes de contrôle de l'OIT aux fins d'une mise en conformité totale avec la convention, en droit comme dans la pratique.

La commission exprime sa déception devant la lenteur du processus d'application des recommandations de la commission d'enquête. L'évolution récente de la situation indique un retour en arrière et un nouveau recul de la part du gouvernement par rapport à ses obligations découlant de la convention. En conséquence, la commission prie instamment le gouvernement de prendre, avant la prochaine conférence et en étroite concertation avec les partenaires sociaux, toutes les mesures nécessaires pour appliquer intégralement toutes les recommandations de la commission d'enquête qui restent en suspens.

La commission invite le gouvernement à se prévaloir de l'assistance technique du BIT.

La commission prie le gouvernement de fournir des informations détaillées et complètes sur les mesures prises et les progrès accomplis sur toutes les questions qui précèdent et de transmettre tous les textes législatifs pertinents à la commission d'experts avant sa prochaine réunion, en concertation avec les partenaires sociaux.

La commission décide d'intégrer ses conclusions dans un paragraphe spécial du rapport.

Convenio sobre la libertad sindical y la protección del derecho de sindicación, 1948 (núm. 87)

La Comisión tomó nota de la información escrita y oral proporcionada por la representante gubernamental y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión tomó nota de la naturaleza de larga data de este caso y de la discusión previa del mismo en la Comisión, más recientemente en 2015.

La Comisión tomó nota con gran preocupación y lamentó profundamente las numerosas alegaciones de violencia extrema para reprimir las protestas y huelgas pacíficas, así como el arresto, el encarcelamiento y la tortura de los trabajadores mientras permanecieron detenidos tras las elecciones presidenciales celebradas en agosto de 2020, y las alegaciones relativas a la falta de investigación en relación con estos incidentes.

La Comisión expresó su profunda preocupación por que, diecisiete años después del informe de la Comisión de Encuesta, el Gobierno de Belarús no ha adoptado medidas para dar curso a la mayoría de las recomendaciones de la Comisión. La Comisión recordó las recomendaciones pendientes de la Comisión de Encuesta de 2004, y la necesidad de que se apliquen rápida, plena y efectivamente.

Teniendo en cuenta la discusión, la Comisión insta al Gobierno a:

- restablecer sin demora el pleno respeto de los derechos y la libertad de los trabajadores;
- aplicar la recomendación 8 de la Comisión de Encuesta de garantizar la protección adecuada o incluso la inmunidad contra la detención administrativa

para los sindicalistas en el desempeño de sus funciones o al ejercer sus libertades civiles (libertad de expresión, libertad de reunión, etc.);

- adoptar medidas para la liberación de todos los sindicalistas que permanecen detenidos y para la retirada de todos los cargos relacionados con la participación en protestas pacíficas;
- abstenerse de arrestar o detener, o de cometer actos de violencia, intimidación o acoso, incluido el acoso judicial, a los dirigentes sindicales y sindicalistas que realizan actividades sindicales lícitas, e
- investigar sin demora los presuntos casos de intimidación o de violencia física a través de una investigación judicial independiente.

En lo que respecta a la cuestión de la dirección legal como un obstáculo para el registro de los sindicatos, la Comisión insta al Gobierno a garantizar que no existan obstáculos para el registro de los sindicatos, en la legislación y en la práctica, y pide al Gobierno que le mantenga informada sobre nuevos avances en relación con esta cuestión, en particular sobre cualquier discusión entablada y sobre los resultados de estas discusiones en el Consejo Tripartito.

En lo referente a la exigencia por el Presidente de Belarús de establecer sindicatos en todas las empresas privadas para 2020 a petición de la Federación de Sindicatos de Belarús (FPB), la Comisión insta enérgicamente al Gobierno a:

- abstenerse de cualquier injerencia en el establecimiento de sindicatos en las empresas privadas, en particular de exigir la constitución de sindicatos bajo la amenaza de liquidación de las empresas privadas en caso contrario;
- aclarar públicamente que la decisión de establecer o no un sindicato en las empresas privadas se deja exclusivamente a la discreción de los trabajadores de estas empresas, y
- poner fin inmediatamente a la injerencia en el establecimiento de sindicatos, y a abstenerse de mostrar favoritismo hacia un sindicato determinado en las empresas privadas.

En lo tocante a las restricciones de la organización de eventos masivos por los sindicatos, la Comisión insta al Gobierno, en consulta con los interlocutores sociales, en particular en el marco del Consejo Tripartito, a:

- enmendar la Ley sobre las Actividades Masivas y el Reglamento que la complementa, especialmente con miras a:
 - establecer motivos claros para la denegación de las solicitudes de celebrar eventos masivos, garantizando el cumplimiento de los principios de la libertad sindical;
 - ampliar el alcance de las actividades para las que puede utilizarse la asistencia financiera extranjera;
 - eliminar todos los obstáculos, en la legislación y en la práctica, que impiden a las organizaciones de trabajadores y de empleadores beneficiarse de la asistencia de organizaciones internacionales de trabajadores y de empleadores en consonancia con el Convenio, y
 - abolir las sanciones impuestas a los sindicatos o a los sindicalistas que participan en protestas pacíficas;

- revocar la Ordenanza núm. 49 del Consejo de Ministros, en su forma enmendada, para que las organizaciones de trabajadores y de empleadores puedan ejercer su derecho a organizar eventos masivos en la práctica, y
- abordar y hallar soluciones prácticas a las preocupaciones expresadas por los sindicatos con respecto a la organización y celebración de eventos masivos en la práctica.

En lo que respecta a las consultas relativas a la adopción de nuevas leyes que afectan los derechos e intereses de los trabajadores, la Comisión pide al Gobierno que enmiende el Reglamento del Consejo de Ministros núm. 193, a fin de garantizar que los interlocutores sociales gocen de iguales derechos en las consultas durante la preparación de la legislación.

En lo referente al funcionamiento del Consejo Tripartito para la Mejora de la Legislación en el Ámbito Social y Laboral, la Comisión insta al Gobierno a adoptar las medidas necesarias para fortalecer el Consejo Tripartito, a fin de que pueda desempeñar un papel efectivo en la aplicación de las recomendaciones de la Comisión de Encuesta y de otros órganos de control de la OIT con miras al pleno cumplimiento del Convenio en la legislación y en la práctica.

La Comisión expresa su decepción por los lentes progresos al aplicar las recomendaciones de la Comisión de Encuesta. Los acontecimientos recientes han indicado un retroceso y un mayor incumplimiento por el Gobierno de sus obligaciones dimanantes del Convenio. Por consiguiente, la Comisión insta al Gobierno a adoptar antes de la siguiente Conferencia, en estrecha consulta con los interlocutores sociales, todas las medidas necesarias para aplicar plenamente todas las recomendaciones pendientes de la Comisión de Encuesta.

La Comisión invita al Gobierno a recurrir a la asistencia técnica de la OIT.

La Comisión pide al Gobierno que proporcione información detallada y completa sobre las medidas adoptadas y los progresos realizados en relación con todas las cuestiones mencionadas anteriormente, y que transmita todos los textos legislativos pertinentes a la CEACR antes de su próxima reunión, en consulta con los interlocutores sociales.

La Comisión decide incluir sus conclusiones en un párrafo especial del informe.

(*The conclusions are adopted.*)

(*Les conclusions sont adoptées.*)

(*Las conclusiones fueron adoptadas.*)

Interpretation from Russian: Government representative (Ms KOSTEVICH) – We have listened closely to the Committee's comments with regard to the fulfilment of the Convention. The conclusions are not objective and they are not fair. The information provided by the Government is not taken into account. We provided it before the Conference and on the hearing of the case in the Committee.

Everything that was done by the Government in previous years has been ignored. Nor has the position of countries who supported Belarus been taken into account, including two countries who have been permanent members of the Governing Body of the ILO. Our fears were confirmed. Those who oppose our Government used the Committee to level unfounded accusations.

Protests took place in violation of the law, putting the health and security of citizens in danger. That was the reason for the response. We do not believe that this approach, in the Committee, is acceptable. It is political in nature, not linked to the process of social dialogue in the sphere of labour, nor can it be a basis for an assessment of the situation with regard to the application of the Convention.

A lot has been done in Belarus to develop tripartism and social dialogue in recent years and I talked about this when I addressed the Committee. However, this is not reflected in the Committee. What is in the recommendations is a recommendation for a special paragraph. We do not believe this is fair.

Today, a number of countries, are seeking to destabilize our Republic. A mass information attack has been unleashed against our country, bringing us to answer unfounded accusations in the international arena. So, in this regard, I would like to recall that in accordance with the resolution on combating the pandemic, all countries have to fight against the consequences of the crisis by developing local and regional cooperation, strengthening global solidarity, and increasing the effective policies in the economic and social spheres.

It is clear that we will only be able to overcome this crisis by working together. Only in that way, can we achieve decent work for all. The effects of sanctions run opposite to this objective and harm the health and security of citizens and in that way, undermine the principles of the ILO. We are convinced that the ILO should not be using its authority to allow such unfounded approaches.

Ethiopia (ratification: 1963)

Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

Having examined the matter and taking into account the Government's submissions and the discussion that followed, the Committee notes that, while some compliance issues have been addressed in the new Civil Society Organizations Proclamation No. 1113/2019, serious problems applying the Convention nevertheless persist.

In this regard, the Committee calls upon the Government of Ethiopia to:

- **take all necessary measures, in law and in practice, to ensure that teachers' trade unions are registered and recognized as such and can join other trade unions;**
- **revise, in consultation with the social partners, section 59(b) of the Civil Society Organizations Proclamation No. 1113/2019 in order to ensure that the grounds for refusal of trade union registration are not excessively broad;**
- **make sure that the appeal of members, founders or managers against the dissolution of their organization to the Federal High Court, which is regulated in section 78(5) of the Civil Society Organizations Proclamation No. 1113/2019, has suspensive effect; and**
- **amend section 3 of the new Labour Proclamation No. 1156/2019 to recognize and guarantee the right to organize for the categories of workers excluded from its scope.**

The Committee also requests the Government to provide information on:

- the status of the ongoing comprehensive civil service reform as regards the granting of the right to organize to all civil servants; and
- progress made on all the issues referred to above.

The Committee invites the Government to avail itself of ILO technical assistance to effectively implement all of the Committee's recommendations.

Convention (nº 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par la représentante gouvernementale et de la discussion qui a suivi.

Ayant examiné la question et tenant compte des communications du gouvernement et de la discussion qui a suivi, la commission note que, bien que certains problèmes de conformité aient été résolus dans la nouvelle proclamation sur les organisations de la société civile no 1113/2019, de graves problèmes d'application de la convention persistent néanmoins.

À cet égard, la commission demande au gouvernement de l'Éthiopie de:

- prendre toutes les mesures nécessaires, en droit comme dans la pratique, pour faire en sorte que les syndicats d'enseignants soient enregistrés et reconnus en tant que tels et puissent rejoindre d'autres syndicats;
- revoir, en concertation avec les partenaires sociaux, l'article 59(b) de la proclamation sur les organisations de la société civile n° 1113/2019 afin de s'assurer que les motifs de refus d'enregistrer un syndicat ne soient pas excessivement généraux;
- s'assurer que le recours introduit devant la Haute Cour fédérale par des membres, des fondateurs ou dirigeants contre la dissolution de leur organisation, que régit l'article 78(5) de la proclamation sur les organisations de la société civile, a un effet suspensif; et
- modifier l'article 3 de la nouvelle proclamation sur le travail n° 156 de 2019 de manière à reconnaître le droit d'organisation aux catégories de travailleurs exclues de son champ d'application.

La commission prie également le gouvernement de fournir des informations sur:

- l'état d'avancement de la réforme générale de la fonction publique en cours pour ce qui est de l'octroi du droit d'organisation à tous les fonctionnaires; et
- les progrès accomplis sur toutes les questions précitées.

La commission invite le gouvernement à se prévaloir de l'assistance technique du BIT afin de mettre en œuvre effectivement toutes les recommandations de la commission.

Convenio sobre la libertad sindical y la protección del derecho de sindicación, 1948 (núm. 87)

La Comisión tomó nota de la información escrita y de las declaraciones orales de la representante del Gobierno, así como de la discusión que tuvo lugar a continuación.

Habiendo examinado el asunto y teniendo en cuenta la información presentada por el Gobierno y la discusión que se celebró a continuación, la

Comisión observa que, si bien se han resuelto ciertas cuestiones de cumplimiento en la nueva Proclamación sobre las organizaciones de la sociedad civil núm. 1113/2019, persisten sin embargo graves problemas en cuanto a la aplicación del Convenio.

A este respecto, la Comisión pide al Gobierno de Etiopía que:

- adopte todas las medidas necesarias, en la legislación y en la práctica, para garantizar que los sindicatos de docentes estén registrados y se les reconozca como tales, y que puedan afiliarse a otros sindicatos;
- revise, en consulta con los interlocutores sociales, el artículo 59, b) de la Proclamación sobre las organizaciones de la sociedad civil, núm. 1113/2019, con el fin de garantizar que los motivos de denegación del registro sindical no sean excesivamente amplios;
- se asegure de que el recurso de los miembros, fundadores o dirigentes ante el Tribunal Superior Federal contra una decisión de disolución de su organización, regulado en el artículo 78, 5) de la Proclamación sobre las organizaciones de la sociedad civil, núm. 1113/2019, tenga un efecto suspensivo, y
- modifique el artículo 3 de la nueva Proclamación del trabajo, núm. 1156/2019, a fin de que se reconozca y garantice el derecho de sindicación a las categorías de trabajadores excluidas de su ámbito de aplicación.

La Comisión también pide al Gobierno que proporcione información sobre:

- la situación de la reforma global en curso de la administración pública en lo que respecta a la concesión del derecho de sindicación a todos los funcionarios, y
- los progresos realizados en todas las cuestiones mencionadas anteriormente.

La Comisión invita al Gobierno a recurrir a la asistencia técnica de la Oficina para dar cumplimiento efectivo a todas las recomendaciones de la Comisión.

(*The conclusions are adopted.*)

(*Les conclusions sont adoptées.*)

(*Las conclusiones fueron adoptadas.*)

Government representative (Ms GUADEY) – I am taking the floor to reflect on some of our views on the conclusions of the Committee with regard to Convention No. 87. I would like to reiterate our position to this august assembly for the record that, despite the fact that Ethiopia provided written replies to the observations and comments made by the Committee of Experts, my country was regrettably included in the final list of individual cases and appeared before this Committee for reasons which we still fail to understand.

Allow me to take this opportunity to reflect on our views on the Standards Review Mechanism (SRM) of the ILO. We strongly believe that the SRM should be clear, open, fair, balanced, consistent, and recognize countries' context and realities. Its task should strictly be confined within the purview of the ILO so as to maintain the credibility of the Organization, and should not be dictated by any other factor or motivation.

As I said last week, I have taken good note of the discussions that transpired in our individual case. Let me express my thanks once again to the representatives of employers, workers and governments for their interest and constructive interventions.

Based on the previous discussions on our individual case, and the draft conclusions drawn, I would like to bring the following major points to the attention of the Committee.

1. The case of the National Teachers' Association (NTA). The complaint which refers to the denial of registration of the NTA is indeed baseless. I would like to reiterate that the so-called NTA, like any other association, can register in Ethiopia at any time if it so wishes with the competent authority, provided that it complies with the relevant domestic legislation that governs such registration.
2. Civil servants and employees of the state administration. As I have already pointed out in my intervention last week, my Government has been seriously engaging in carrying out a comprehensive reform, including civil service reform, with the aim to promote democracy and good governance. In light of this, we can provide progress made thereon, taking into account the conclusions of the Committee.
3. Labour Proclamation No. 1156/2019. As regards the conclusions of the Committee in reference to certain categories of workers that are excluded from the scope of application of labour law, we are ready to learn from other countries' experience, and engage in effective and constructive dialogue with the social partners with possible technical assistance from the ILO.

In conclusion, I would like to put on record Ethiopia's commitment to comply with the Convention and domestic legislation on the right to organize. Ethiopia endeavours to improve the right of workers to organize and maintains healthy practice of consultation with social partners on legislation and implementation. Some conclusions of the Committee are exceedingly onerous. We see the Committee could make advisory suggestions to Member States. To this effect, we look forward to the ILO's continued technical assistance.

Iraq (ratification: 1959)

Discrimination (Employment and Occupation) Convention, 1958 (No. 111)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

Bearing in mind the process of transition and reconstruction engaged in the country, the Committee urges the Government of Iraq to:

- **take the necessary measures to ensure the adoption without delay of the draft diversity protection and anti-discrimination bill and a draft bill on the protection of the rights of religious and ethnic minorities.**

In addition, the Committee calls upon the Government to:

- **implement Convention No. 111, in particular in the framework of the Decent Work Programme of the ILO. In this respect, a particular attention must be paid to the situation of women, including migrant women workers; and**
- **taking into account the legal obstacles faced by women in the country, including concerning their civil status, it is of paramount importance to review and adapt the relevant provisions.**

The Committee requests the Government to avail itself of technical assistance to effectively implement these conclusions. The Committee also requests the Government to provide a detailed report to the Committee of Experts, at its next sitting in October–November 2021.

Convention (nº 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

La commission a pris note des informations que le représentant gouvernemental a fournies par écrit et oralement et de la discussion qui a suivi.

Tenant compte du processus de transition et de reconstruction en cours dans le pays, la commission prie instamment le gouvernement de l'Iraq de:

- prendre les mesures nécessaires pour que le projet de loi relatif à la protection de la diversité et à la lutte contre la discrimination et le projet de loi relatif à la protection des droits des groupes de minorités religieuses et ethniques soient adoptés sans délai.

En outre, la commission appelle le gouvernement à:

- mettre en œuvre la convention n° 111, en particulier dans le cadre du Programme de promotion du travail décent de l'OIT. À cet égard, il conviendra d'accorder une attention particulière à la situation des femmes, y compris des travailleuses migrantes;
- compte tenu des obstacles juridiques auxquels sont confrontées les femmes dans le pays, notamment en ce qui concerne leur état civil, il est primordial de revoir et d'adapter les dispositions pertinentes.

La commission demande au gouvernement de solliciter l'assistance technique aux fins de la mise en œuvre effective de ces conclusions. La commission demande également au gouvernement de présenter un rapport détaillé à la commission d'experts, lors de sa prochaine réunion en octobre-novembre 2021.

Convenio sobre la discriminación (empleo y ocupación), 1958 (núm. 111)

La Comisión tomó nota de la información escrita y oral proporcionada por el representante del Gobierno y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

Teniendo en cuenta el proceso de transición y reconstrucción llevado a cabo en el país, la Comisión instó al Gobierno del Iraq a:

- adoptar las medidas necesarias para garantizar la adopción sin demora del proyecto de ley sobre la protección de la diversidad y la lucha contra la discriminación, y de un proyecto de ley sobre la protección de los derechos de las minorías religiosas y étnicas.

Además, la Comisión instó al Gobierno a:

- aplicar el Convenio núm. 111, en particular en el marco del Programa de Trabajo Decente de la OIT. En relación con esto, debe prestarse especial atención a la situación de las mujeres, incluidas las trabajadoras migrantes, y
- teniendo en cuenta los obstáculos jurídicos a los que se enfrentan las mujeres en el país, también en relación con su estado civil, es de vital importancia revisar y adaptar las disposiciones pertinentes.

La Comisión pide al Gobierno que recurra a la asistencia técnica de la OIT para aplicar efectivamente estas conclusiones. La Comisión también pide al Gobierno que proporcione una memoria detallada a la Comisión de Expertos en su próxima reunión, en octubre-noviembre de 2021.

(The conclusions are adopted.)

(Les conclusions sont adoptées.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Romania (ratification: 1958)

Right to Organise and Collective Bargaining Convention, 1949 (No. 98)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

Having examined the matter and taking into account the Government's submissions and the discussion that followed, the Committee noted that there are significant compliance issues regarding the Convention in law and practice with respect to the protection against anti-union discrimination and the promotion of collective bargaining.

In this regard, the Committee requests the Government of Romania to:

- ensure adequate protection against acts of anti-union discrimination in law and practice in compliance with the Convention;
- collect detailed information on the number of cases of anti-union discrimination and employer interference brought to the various competent authorities; the average duration of the relevant proceedings and their outcome; how the burden of proof is applied in such cases affecting trade union officers as well as the sanctions and remedies applied in such cases;
- ensure, in law and practice, that collective bargaining with the representatives of non-unionized workers only takes place where there are no trade unions in place at the respective level; and
- amend the law so as to enable collective bargaining for public servants not engaged in the administration of the State in line with the Convention.

The Committee requests the Government to provide information on all of the above points to the Committee of Experts before its next session in 2021.

The Committee requests the Government to accept an ILO technical advisory mission before the next International Labour Conference.

Convention (nº 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

La commission a pris note des informations que le représentant gouvernemental a fournies par écrit et oralement et de la discussion qui a suivi.

Après avoir étudié la question et compte tenu des soumissions du gouvernement et de la discussion qui a suivi, la commission a noté que se posent des questions substantielles de conformité avec la convention, en droit et dans la pratique, en ce qui concerne la protection contre la discrimination antisyndicale et la promotion de la négociation collective.

À ce sujet, la commission prie le gouvernement de la Roumanie :

- de garantir une protection adéquate contre les actes de discrimination antisyndicale en droit et dans la pratique, conformément à la convention;

- de recueillir des informations détaillées sur le nombre de cas de discrimination antisyndicale et d'ingérence de l'employeur portés devant les différentes autorités compétentes; sur la durée moyenne des procédures concernées et leur issue; sur la façon dont s'applique la charge de la preuve dans les affaires qui concernent des représentants syndicaux, ainsi que sur les sanctions et les recours appliqués dans ces cas;
- de garantir, en droit et dans la pratique, que la négociation collective avec les représentants des travailleurs non syndiqués n'est possible que lorsqu'il n'y a pas de syndicat au niveau de la négociation en question;
- de modifier la loi afin de permettre la négociation collective pour les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État, conformément à la convention.

La commission prie le gouvernement de fournir des informations sur tous ces points à la commission d'experts avant sa prochaine session en 2021.

La commission prie le gouvernement d'accepter une mission d'assistance technique du BIT avant la prochaine Conférence internationale du Travail.

Convenio sobre el derecho de sindicación y de negociación colectiva, 1949 (núm. 98)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el representante gubernamental y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

Después de haber examinado la cuestión, y teniendo en cuenta las sumisiones del Gobierno y la discusión que tuvo lugar a continuación, la Comisión tomó nota de que hay importantes problemas de cumplimiento del Convenio en la legislación y en la práctica en lo que respecta a la protección contra la discriminación antisindical y la promoción de la negociación colectiva.

A este respecto, la Comisión pide al Gobierno de Rumania que:

- garantice una protección adecuada, en la legislación y en la práctica, contra los actos de discriminación antisindical, de conformidad con el Convenio;
- recopile información detallada sobre el número de casos de discriminación antisindical e injerencia de los empleadores presentados ante las diversas autoridades competentes; la duración media de los procedimientos pertinentes y sus resultados, así como sobre la manera en que se aplica la carga de la prueba en los casos que afectan a los dirigentes sindicales y en relación con las sanciones y las medidas correctivas aplicadas en esos casos;
- garantice, en la legislación y en la práctica, que la negociación colectiva con los representantes de los trabajadores no sindicalizados solo se realiza cuando no hay sindicatos al nivel respectivo, y
- enmiende la legislación a fin de permitir la negociación colectiva a los funcionarios públicos no adscritos a la administración del Estado, de conformidad con el Convenio.

La Comisión pide al Gobierno que proporcione información sobre todos los puntos antes mencionados a la Comisión de Expertos antes de su reunión de 2021.

La Comisión también pide al Gobierno que acepte una misión de asistencia técnica de la OIT antes de la próxima Conferencia Internacional del Trabajo.

(*The conclusions are adopted.*)

(*Les conclusions sont adoptées.*)

(*Las conclusiones fueron adoptadas.*)

Mozambique (ratification: 1996)

Employment Policy Convention, 1964 (No. 122)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

The Committee noted with regret the absence of any government report to the Committee of Experts since 2016.

The Committee noted the efforts made by the Government with the technical assistance of the ILO Office leading to the adoption a National Employment Policy. However, the Committee noted the persistence of a high level of poverty, unemployment and informality and the low completion rate of secondary education.

Taking into account the discussion, the Committee calls upon the Government of Mozambique to:

- **review, in consultation with the social partners, the 2016 National Employment Policy, its subsequent implementation plans and the “Decent Work for Sustainable and Inclusive Economic Transformation in Mozambique” or MozTrabalha in line with the Convention to ensure an inclusive and human-centred post-pandemic recovery based on decent and sustainable employment;**
- **adopt measures to create paths to formalization of the informal economy in line with Recommendation No. 204;**
- **in consultation with social partners, take measures to improve access to higher education, increase the completion rate of higher education and ensure that vocational training is relevant to the labour market needs;**
- **establish and maintain a robust system of collection and analysis of statistical data, especially on the current situation and trends regarding the active population, employment, unemployment and underemployment throughout the country;**
- **adopt measures to address inequalities in the labour market, which specifically affect women and young workers, with a view to achieving greater equality of opportunity in employment as well as equality of treatment at work;**
- **in the context of post-pandemic recovery, report on the long-term policies adopted in support of a sustainable, resilient employment and economic recovery from the COVID-19 crisis, as well as measures to protect workers, in particular those at risk of exposure to infection;**
- **provide information on the stage and level of economic development and the mutual relationships between employment objectives and other economic and social objectives and any active policy designed to promote full, productive and freely chosen employment; and**

- take measures to ensure the full participation and consultation of the social partners in line with the Convention.

The Committee requests the Government to provide a detailed report, including statistical data on the current situation and trends regarding the active population, employment, unemployment and underemployment throughout the country; and detailed information on the results of the specific measures adopted to address inequalities in the labour market, vocational training, education and women empowerment, as well as the challenges encountered, to the Committee of Experts before its next meeting in 2021.

Convention (nº 122) sur la politique de l'emploi, 1964

La commission a pris note des informations que le représentant gouvernemental a fournies par écrit et oralement et de la discussion qui a suivi.

La commission a noté avec regret que le gouvernement n'a soumis aucun rapport à la commission d'experts depuis 2016.

La commission a pris note des efforts consentis par le gouvernement, avec l'assistance technique du BIT, pour adopter une politique nationale de l'emploi. Toutefois, la commission a noté la persistance d'un niveau élevé de pauvreté, de chômage et d'informalité, ainsi que le faible taux d'achèvement dans l'enseignement secondaire.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu sur ce cas, la commission demande au gouvernement du Mozambique:

- de revoir, en consultation avec les partenaires sociaux, la politique nationale de l'emploi de 2016, ses plans de mise en œuvre ultérieurs et le projet *MozTrabalha* – le travail décent pour une transformation économique durable, conformément à la convention pour assurer une reprise après la pandémie inclusive et centrée sur l'humain, fondée sur l'emploi décent et durable;
- d'adopter des mesures visant à créer des voies pour la formalisation de l'économie informelle conformément à la recommandation nº 204;
- en consultation avec les partenaires sociaux, de prendre des mesures pour améliorer l'accès à l'enseignement supérieur, augmenter le taux d'achèvement dans l'enseignement supérieur et veiller à ce que la formation professionnelle soit adaptée aux besoins du marché du travail;
- de mettre en place et de conserver un système solide de collecte et d'analyse des données statistiques, en particulier sur la situation actuelle et les tendances concernant la population active, l'emploi, le chômage et le sous-emploi dans tout le pays;
- d'adopter des mesures visant à remédier aux inégalités sur le marché du travail, qui touchent spécifiquement les femmes et les jeunes travailleurs, en vue de parvenir à une plus grande égalité des chances dans l'emploi, ainsi qu'à l'égalité de traitement au travail;
- dans le contexte de la reprise après la pandémie, d'établir un rapport sur les politiques à long terme adoptées à l'appui d'une reprise durable et résiliente de l'emploi et de l'économie après la crise de la COVID-19, et sur les mesures visant à protéger les travailleurs, en particulier ceux qui risquent d'être infectés;

- de fournir des informations sur le stade et le niveau de développement économiques et sur les rapports existant entre les objectifs de l'emploi et les autres objectifs économiques et sociaux, ainsi que sur toute politique active visant à promouvoir le plein emploi, productif et librement choisi;
- de prendre des mesures pour assurer les pleines participation et consultation des partenaires sociaux, conformément à la convention.

La commission prie le gouvernement de fournir à la commission d'experts, avant sa prochaine session de 2021, un rapport détaillé incluant des données statistiques sur la situation actuelle et les tendances concernant la population active, l'emploi, le chômage et le sous-emploi dans tout le pays; et des informations détaillées sur les résultats des mesures spécifiques adoptées pour remédier aux inégalités sur le marché du travail, dans la formation professionnelle et l'éducation et pour favoriser l'autonomisation des femmes, ainsi que sur les difficultés rencontrées.

Convenio sobre la política del empleo, 1964 (núm. 122)

La Comisión tomó nota de la información escrita y oral proporcionada por el representante del Gobierno y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión lamentó tomar nota de que el Gobierno no ha presentado ninguna memoria a la Comisión de Expertos desde 2016.

La Comisión tomó nota de los esfuerzos realizados por el Gobierno con la asistencia técnica de la Oficina de la OIT que resultó en la adopción de una Política Nacional de Empleo. Sin embargo, la Comisión tomó nota de la persistencia del alto nivel de pobreza, desempleo e informalidad, y de la baja tasa de finalización de la enseñanza secundaria.

Teniendo en cuenta la discusión, la Comisión insta al Gobierno de Mozambique a:

- revisar, en consulta con los interlocutores sociales, la Política Nacional de Empleo de 2016, sus planes de aplicación ulterior y el proyecto «Trabajo decente para la transformación económica sostenible e inclusiva en Mozambique», o «MozTrabalha», en consonancia con el Convenio, a fin de garantizar una recuperación inclusiva y centrada en las personas posterior a la pandemia basada en el empleo decente y sostenible;
- adoptar medidas para crear vías hacia la formalización de la economía informal, de conformidad con la Recomendación núm. 204;
- en consulta con los interlocutores sociales, adoptar medidas para mejorar el acceso a la educación superior, aumentar la tasa de finalización de la educación superior y garantizar que la formación profesional sea pertinente para las necesidades del mercado de trabajo;
- establecer y mantener un sistema sólido de recopilación y análisis de datos estadísticos, especialmente sobre la situación y las tendencias actuales en relación con la población activa, el empleo, el desempleo y el subempleo en todo el país;
- adoptar medidas para remediar las desigualdades en el mercado de trabajo, que afectan específicamente a las mujeres y los trabajadores jóvenes, a fin de lograr

una mayor igualdad de oportunidades en el empleo, así como la igualdad de trato en el trabajo;

- **en el contexto de la recuperación posterior a la pandemia, informar sobre las políticas a largo plazo adoptadas para apoyar una recuperación económica y del empleo sostenible y resiliente de la crisis de la COVID-19, y sobre las medidas para proteger a los trabajadores, en especial quienes corren el riesgo de exponerse a la infección;**
- **comunicar información sobre la fase y el nivel de desarrollo económico y sobre las relaciones mutuas entre los objetivos de empleo y otros objetivos económicos y sociales, y sobre cualquier política activa concebida para promover el empleo pleno, productivo y libremente elegido, y**
- **adoptar medidas para garantizar la plena participación y consulta de los interlocutores sociales de conformidad con el Convenio.**

La Comisión pide al Gobierno que proporcione una memoria detallada a la Comisión de Expertos, antes de su próxima reunión en 2021, incluidos datos estadísticos sobre la situación y las tendencias actuales en relación con la población activa, el empleo, el desempleo y el subempleo en todo el país, así como información detallada sobre los resultados de las medidas concretas adoptadas para remediar las desigualdades en el mercado de trabajo, la formación profesional, la educación y el empoderamiento de las mujeres, y sobre los retos encarados.

(The conclusions are adopted.)

(Les conclusions sont adoptées.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Government representative (Mr MAVILA) – The Government of Mozambique has taken note of the observations and recommendations of this honourable Committee. As we said in our presentation during the debate of this case, we have been facing tardiness in collecting data on labour market statistics. Our Government will continue its efforts. This year we are starting a survey on the labour force and in the middle of next year, we will have a report, which will show us or which will allow us to see the impact of the employment policy and other economic policies on the labour market.

The Government will take all necessary measures to fully implement the recommendations of this honourable Committee and in this process we expect to have the technical assistance of the ILO.

Namibia (ratification: 2001)

Discrimination (Employment and Occupation) Convention, 1958 (No. 111)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

Taking into account the discussion, the Committee urges the Government to take all necessary measures, in consultation with the social partners, to:

- **adopt specific measures to ensure that workers who are victims of discrimination on the basis of any of the prohibited grounds have effective access to legal remedies;**

- provide information on the number of cases of discrimination dealt with by labour courts and on their outcome;
- report on the follow-up and action plan to implement the recommendations of the Office of the Ombudsman's Special Report on Racism and Discrimination submitted to the National Assembly in October 2017, including with regards to the review of recruitment procedures, training to detect discrimination, and the establishment of procedures to deal with discrimination claims;
- provide detailed information on the concrete measures taken to implement the National Human Rights Action Plan for the period following 2015–2019, if any, and in particular the review of the legislative and regulatory framework, and report on the results achieved;
- report on the actions taken to promote access to employment and occupational training for groups disadvantaged because of race, gender or disability, pursuant to the Affirmative Action (Employment) Act, 1998;
- report on the planned legislative review, including the final legislative changes to the Affirmative Action (Employment) Amendment Act 6 of 2007;
- reinforce the mandate of the Employment Equity Commission (EEC) to deal with cases of discrimination, strengthen its capacity and clarify how its decisions affect the employers' filling of certain job positions; and
- report on the reform to the New Equitable Economic Empowerment Framework Bill 2015.

The Committee requests that the Government accept an ILO technical advisory mission to provide the necessary assistance to support full compliance with the obligations under the Convention.

The Committee requests the Government to submit a report, following consultation with the social partners, to the Committee of Experts before its next meeting in 2021.

Convention (nº 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

La commission a pris note des informations écrites et verbales fournies par le représentant gouvernemental et de la discussion qui a suivi.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission exhorte le gouvernement à prendre, en concertation avec les partenaires sociaux, toutes les mesures nécessaires afin:

- d'adopter des mesures spécifiques pour faire en sorte que les travailleurs qui sont victimes de discrimination fondée sur tout motif prohibé aient un accès effectif à des voies de recours juridique;
- de fournir des informations sur le nombre des cas de discrimination traités par la juridiction du travail et sur leurs résultats;
- de rendre compte du suivi et du plan d'action pour l'application des recommandations du rapport spécial des services de l'Ombudsman sur le racisme et la discrimination soumis à l'Assemblée nationale en octobre 2017, y compris pour ce qui est du réexamen des procédures de recrutement, de la

formation à la détection de la discrimination, et de la mise en place de procédures pour le traitement des plaintes pour discrimination;

- de fournir des informations détaillées sur les mesures concrètes prises afin de mettre en application le Plan d'action national en faveur des droits de l'homme adopté après 2015-2019, s'il existe, et en particulier le réexamen du cadre législatif et réglementaire, et de rendre compte des résultats obtenus ;
- de rendre compte des initiatives prises afin de promouvoir l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle des groupes désavantagés du fait de leur race, genre ou handicap, en application de la Loi sur l'action positive (emploi) de 1998;
- de rendre compte de la révision programmée de la législation, notamment des changements législatifs définitifs à la nouvelle loi n° 6 de 2007 modifiant la Loi sur l'action positive (emploi);
- de renforcer le mandat de la Commission de l'équité dans l'emploi (EEC) pour traiter des cas de discrimination, de renforcer sa capacité et de préciser dans quelle mesure ses décisions affectent le pourvoi par l'employeur de certains postes; et
- de faire rapport sur la réforme du projet 2015 du nouveau cadre d'autonomie économique équitable.

La commission prie le gouvernement d'accepter une mission consultative technique du BIT qui apportera l'assistance nécessaire afin de faciliter la pleine mise en œuvre des obligations découlant de la convention.

La commission prie le gouvernement de soumettre, après concertation avec les partenaires sociaux, un rapport à la commission d'experts avant sa réunion en 2021.

Convenio sobre la discriminación (empleo y ocupación), 1958 (núm. 111)

La Comisión tomó nota de la información escrita y oral proporcionada por el representante gubernamental y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

Teniendo en cuenta el debate celebrado, la Comisión insta al Gobierno a tomar todas las medidas necesarias, en consulta con los interlocutores sociales, para:

- adoptar medidas específicas para garantizar que los trabajadores víctimas de discriminación en virtud de cualquiera de los motivos prohibidos tengan acceso efectivo a recursos jurídicos;
- proporcionar información sobre el número de casos de discriminación examinados por los tribunales del trabajo y sobre sus resultados;
- informar sobre el seguimiento y el plan de acción para aplicar las recomendaciones del Informe especial sobre racismo y discriminación de la Oficina del Defensor del Pueblo, presentado ante la Asamblea Nacional en octubre de 2017, incluso en lo que respecta a la revisión de los procedimientos de contratación, la formación para detectar la discriminación y la elaboración de procedimientos para atender las reclamaciones por discriminación;
- proporcionar información detallada sobre las medidas concretas adoptadas para aplicar el Plan Nacional de Acción sobre Derechos Humanos para el periodo

posterior a 2015-2019, si existe, y en particular la revisión del marco legislativo y reglamentario, e informar sobre los resultados obtenidos;

- informar sobre las medidas adoptadas para promover el acceso al empleo y la formación profesional de los grupos desfavorecidos por motivos de raza, género o discapacidad, de conformidad con la Ley de Acción Afirmativa (empleo) de 1998;
- informar sobre la reforma legislativa prevista, incluidas las modificaciones finales introducidas en la Ley de Enmienda de Acción Afirmativa (empleo), núm. 6 de 2007;
- reforzar el mandato de la Comisión de Equidad en el Empleo para que se ocupe de los casos de discriminación, fortalecer su capacidad y aclarar de qué modo sus decisiones afectan la atribución de determinados puestos de trabajo por parte de los empleadores;
- informar sobre la reforma del proyecto de ley del nuevo marco de empoderamiento económico equitativo de 2015.

La Comisión pide al Gobierno que acepte una misión de asesoramiento técnico de la OIT para prestar la asistencia necesaria para apoyar el pleno cumplimiento de las obligaciones derivadas del Convenio.

La Comisión pide al Gobierno que presente una memoria, previa consulta con los interlocutores sociales, a la Comisión de Expertos en su próxima reunión que tendrá lugar en 2021.

(*The conclusions are adopted.*)

(*Les conclusions sont adoptées.*)

(*Las conclusiones fueron adoptadas.*)

Government representative (Mr NUJOMA) – Namibia takes this opportunity to thank you for your able leadership on steering the Committee during the 109th International Labour Conference. Since this is the first time that Namibia has appeared before Committee, our team has learnt much from the proceedings.

Namibia is committed to implementing the provisions of the Convention, and to take all necessary measures to do so in consultation with the social partners, as highlighted by the Committee's concluding remarks. We will consult with our social partners and other relevant stakeholders on various items, specifically the Committee's conclusions.

In conclusion, Namibia welcomes the technical advisory mission to provide the necessary assistance to support full compliance with the obligations under the Convention. We propose that the mission be organized virtually so that this mission can proceed without delay. We commit to submit the requested report to the Committee of Experts before its next meeting. I thank you sincerely.

Zimbabwe (ratification: 1998)

Abolition of Forced Labour Convention, 1957 (No. 105)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

The Committee deplored the continued use of penal sanctions involving compulsory labour as a punishment for the expression of views opposed to the established political or social system.

The Committee recalled the outstanding recommendations of the 2009 Commission of Inquiry and the need for their rapid, full and effective implementation.

Taking into account the discussion, the Committee urges the Government of Zimbabwe to:

- ensure that no penalties involving forced labour may be imposed so as to be in compliance with Articles 1(a) and 1(d) of Convention No. 105;
- repeal or amend sections 31, 33, 37 and 41 of the Criminal Law Code, sections 7(5) and 8(11) of the MOPO Act, and sections 102(b), 104(2)–(3), 109(1)–(2), and 112(1) of the Labour Act in order to bring them into conformity with the Convention in consultation with the social partners without delay; and
- provide information to the Committee of Experts before its next session on the application of the above provisions in practice, including copies of court decisions and details of penalties imposed.

The Committee urges the Government to comply fully with the recommendations of the 2009 Commission of Inquiry before the next International Labour Conference. The Committee urges the Government to avail itself of technical assistance and to report to the Committee of Experts prior to its 2021 session.

The Committee decides to include its conclusions in a special paragraph of the report.

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

La commission a pris note des informations que le représentant gouvernemental a fournies oralement et par écrit, et de la discussion qui a suivi.

La commission a déploré le recours persistant à des sanctions pénales comportant l'obligation de travailler pour punir l'expression d'opinions opposées à l'ordre politique, social ou économique établi.

La commission a rappelé les recommandations en suspens de la commission d'enquête de 2009, et la nécessité de les mettre en œuvre rapidement, intégralement et efficacement.

Prenant en compte la discussion, la commission prie instamment le gouvernement du Zimbabwe:

- de s'assurer qu'aucune sanction comportant du travail forcé ne peut être imposée, afin d'être en conformité avec l'article 1 a) et d) de la convention n° 105;
- d'abroger ou de modifier les articles 31, 33, 37 et 41 du Code pénal, les articles 7 5) et 8 11) de la loi sur le maintien de la paix et de l'ordre (MOPO), et les articles 102 b), 104 2) et 3), 109 1) et 2) et 112 1) de la loi sur le travail, afin de les mettre en conformité avec la convention, en consultation avec les partenaires sociaux et sans délai; et

- de fournir à la commission d'experts, avant sa prochaine session, des informations sur l'application dans la pratique des dispositions susmentionnées, y compris copie des décisions de justice, ainsi que des informations détaillées sur les sanctions infligées.

La commission prie instamment le gouvernement de se conformer pleinement aux recommandations de la commission d'enquête de 2009 avant la prochaine session de la Conférence internationale du Travail. La commission prie instamment le gouvernement de se prévaloir d'une assistance technique et de faire rapport à la commission d'experts avant sa réunion de 2021.

La commission décide d'inclure ses conclusions dans un paragraphe spécial du rapport.

Convenio sobre la abolición del trabajo forzoso, 1957 (núm. 105)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el representante gubernamental y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión deploró la utilización continua de sanciones penales que conllevan trabajo obligatorio como castigo por manifestar oposición al orden político o social establecido.

La Comisión recordó las recomendaciones pendientes de la comisión de encuesta de 2009 y la necesidad de una aplicación rápida, plena y efectiva de estas recomendaciones.

Teniendo en cuenta la discusión, la Comisión insta al Gobierno de Zimbabwe que:

- garantice que no puedan imponerse sanciones que conlleven trabajo forzoso, para de esta manera dar cumplimiento a los artículos 1, a) y 1, d) del Convenio núm. 105;
- derogue o enmiende sin demora los artículos 31, 33, 37 y 41 del Código Penal, los artículos 7, 5) y 8, 11) de la Ley MOPO, y los artículos 102, b), 104, 2)-3), 109, 1)-2), y 112, 1) de la Ley del Trabajo a fin de ponerlos en conformidad con el Convenio, en consulta con los interlocutores sociales, y
- proporcione a la Comisión de Expertos, antes de su próxima reunión, información sobre la aplicación en la práctica de las disposiciones antes mencionadas, incluidas copias de decisiones judiciales e información detallada sobre las sanciones impuestas.

La Comisión insta al Gobierno a cumplir plenamente las recomendaciones de la comisión de encuesta de 2009 antes de la próxima Conferencia Internacional del Trabajo. La Comisión también insta al Gobierno a recurrir a la asistencia técnica de la OIT y a informar a la Comisión de Expertos antes de su reunión de 2021.

La Comisión decide incluir sus conclusiones en un párrafo especial de su informe.

(*The conclusions are adopted.*)

(*Les conclusions sont adoptées.*)

(*Las conclusiones fueron adoptadas.*)

Government representative (Mr MAVIMA) – My Government has taken note of the conclusions and would like to point out that technical assistance from the Office is never rejected. However, the context of technical assistance arising from an examination of the country has to be in line with the terms of appearance and the related issues discussed. Therefore, issues that are not related to the Convention, including previous conclusions on other Conventions, should not be examined. To this end, the conclusions on the discussion under Convention No. 105 cannot be grounded in the recommendations of the 2009 Commission of Inquiry relating to the observance by Zimbabwe of Convention No. 87 on freedom of association and Convention No. 98 on collective bargaining.

With the concurrence of this Committee, the Government of Zimbabwe would like to proceed to engage with the Office in order to streamline the technical assistance that is being recommended. My Government wants it on record that it is accepting the technical assistance to address, through labour law reform, aspects in the Labour Act, (Chapter 28, subsection 1) that are not in sync with Convention No. 105 and, more importantly, to align the Act with the national criminal justice system.

Regrettably, my Government does not accept a special paragraph. This position is based on the following: there is no forced labour in the prisons of Zimbabwe; the Committee of Experts has never proved that the practice exists in the prison system; most issues contained in the report of the Committee of Experts, and those presented by the Workers' delegates, in particular the spokesperson of the Workers' group, during the discussion relate to Convention No. 87 on freedom of association, for which Zimbabwe is not listed. For the record, once again, the Committee of Experts did not analyse the new Maintenance of Public Order Act that was promulgated in November 2019, and it does not dispute the commitment of the Zimbabwe Government to address the issues in the Labour Act that relate to Convention No. 105.

The conclusions do not take into account the submissions made by several delegates which noted the absence of forced labour in the prison system of Zimbabwe, and commended Zimbabwe on the progress regarding labour law reform. Equally relevant was the call by some delegates for engagement, not condemnation. My Government reserves the right to make an intervention during the presentation of the Committee's report in the plenary.

Ghana (ratification: 2000)

Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

The Committee noted with serious concern the Government's failure to make progress on eliminating the worst forms of child labour in the country and deplored its repeated failure to provide detailed information to the Committee of Experts.

The Committee deeply deplored the current situation where a high number of children continue to be involved in hazardous work in the cocoa and fishing industries and in domestic servitude. It further noted with grave concern information relating to the trafficking of children for labour and sexual exploitation, as well as the unacceptable conditions experienced by teenage girls trapped in the *trokosi* system. The Committee also expressed serious concern that protection from offences related to the production of pornography or

pornographic performances only applied to children under the age of 16 in breach of the Convention.

Taking into account the discussion, the Committee urges the Government of Ghana, together with technical assistance, to take effective and time-bound measures to:

- **eliminate the worst forms of child labour, notably in the cocoa industry, fishing sector and domestic services, and to ensure that child victims of such hazardous work are removed from these situations and rehabilitated, particularly through access to free education and vocational training;**
- **adopt the *Ghana Hazardous Child Labour List* and incorporate it into the Children's Act without delay and provide a copy to the Committee of Experts once it has been adopted;**
- **effectively enforce the Human Trafficking Act and Human Trafficking Legislative Instrument, 2015 and provide information to the Committee of Experts before its next session on the progress made in this regard, including the number of investigations, prosecutions, convictions and penal sanctions applied since 2015;**
- **prevent children from becoming victims of trafficking and to remove child victims of trafficking from these situations, including through the National Plan of Action for the Elimination of Human Trafficking;**
- **protect children from the practice of *trokosi* as well as to withdraw child victims of such practices;**
- **provide for the rehabilitation and social integration of child victims of human trafficking and the *trokosi* system and to provide information on the measures taken in this regard and on the results achieved; and**
- **amend section 101A of the Criminal Offences Act, 1960 (Act 29), as amended, to ensure that all persons under the age of 18 are protected from offences related the production of pornography and pornographic performances in conformity with the Convention.**

The Committee calls on the Government to accept an ILO Technical Advisory Mission, within the context of the current technical assistance provided by the ILO, to help expedite its efforts to eliminate the worst forms of child labour without delay.

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

La commission a pris note des informations que le représentant gouvernemental a fournies par écrit et oralement et de la discussion qui a suivi.

La commission a pris note avec une profonde préoccupation de l'absence de progrès de la part du gouvernement dans l'élimination des pires formes de travail des enfants dans le pays et a déploré son manquement répété à fournir des informations détaillées à la commission d'experts.

La commission a profondément déploré la situation actuelle où un grand nombre d'enfants continuent d'être astreints à des travaux dangereux dans les secteurs du cacao et de la pêche, et à la servitude domestique. Elle a en outre pris note avec une vive préoccupation des informations relatives à la traite des enfants à des fins de travail et d'exploitation sexuelle, et des conditions inacceptables dans

lesquelles vivent les adolescentes piégées dans le système *trokosi*. La commission a également exprimé sa profonde préoccupation du fait que la protection contre les infractions liées à la production de matériel pornographique ou aux spectacles pornographiques ne s'applique qu'aux enfants de moins de 16 ans, en violation de la convention.

Tenant compte de la discussion, la commission prie instamment le gouvernement du Ghana, en s'appuyant sur l'assistance technique, de prendre des mesures effectives et assorties de délai pour:

- éliminer les pires formes de travail des enfants, notamment dans les secteurs du cacao et de la pêche, et dans le travail domestique, et veiller à ce que les enfants victimes de ces formes de travail dangereux soient soustraits de ces situations et réadaptés, notamment grâce à l'accès à une éducation gratuite et à une formation professionnelle;
- adopter *la liste des travaux dangereux pour les enfants au Ghana*, intégrer sans délai cette liste à la loi sur les enfants et en fournir copie à la commission d'experts une fois adoptée;
- appliquer effectivement la loi relative à la traite des êtres humains et l'instrument législatif sur la traite des êtres humains de 2015, et fournir à la commission d'experts, avant sa prochaine session, des informations sur les progrès accomplis à cet égard, y compris sur le nombre d'enquêtes diligentées, de poursuites entamées, de condamnations prononcées et de sanctions pénales appliquées depuis 2015;
- empêcher que des enfants ne deviennent victimes de la traite et soustraire les enfants victimes de la traite de ces situations, notamment grâce au Plan d'action national contre la traite des êtres humains;
- protéger les enfants de la pratique du système *trokosi* et soustraire les enfants victimes de telles pratiques;
- assurer la réadaptation et l'intégration sociale des enfants victimes de la traite des êtres humains et du système *trokosi*, et fournir des informations sur les mesures prises à cet égard et sur les résultats obtenus; et
- modifier l'article 101A de la loi n° 29 de 1960 sur les infractions pénales, tel que modifiée, pour garantir que toutes les personnes de moins de 18 ans sont protégées contre les infractions liées à la production de matériel pornographique ou aux spectacles pornographiques, conformément à la convention.

La commission demande au gouvernement d'accepter une mission consultative technique du BIT dans le cadre de l'assistance technique que le BIT lui fournit actuellement pour l'aider à accélérer ses efforts pour éliminer sans délai les pires formes de travail des enfants.

Convenio sobre las peores formas de trabajo infantil, 1999 (núm. 182)

La Comisión tomó nota de la información escrita y oral proporcionada por el representante del Gobierno y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión tomó nota con grave preocupación de que el Gobierno no había realizado progresos en la eliminación de las peores formas de trabajo infantil en el

país y lamentó su reiterado incumplimiento en relación con el envío de información detallada a la Comisión de Expertos.

La Comisión lamentó profundamente la situación actual, en la que un elevado número de niños sigue realizando trabajos peligrosos en las industrias del cacao y la pesca y en la servidumbre doméstica. Además, tomó nota con gran preocupación de la información relativa a la trata de niños con fines de explotación laboral y sexual, así como de las condiciones inaceptables que experimentan las adolescentes atrapadas en el sistema *trokosi*. Además, la Comisión expresó su grave preocupación por el hecho de que la protección frente a los delitos relacionados con la producción de pornografía o las actuaciones pornográficas solo se apliquen a los niños menores de 16 años, lo que infringe las disposiciones del Convenio.

Teniendo en cuenta esta discusión, la Comisión insta al Gobierno de Ghana a que, junto con la asistencia técnica, adopte medidas eficaces y con plazos determinados para:

- eliminar las peores formas de trabajo infantil, especialmente en la industria del cacao, el sector pesquero y el servicio doméstico; y garantizar que los niños víctimas de este trabajo peligroso sean retirados de estas situaciones y rehabilitados, en particular, proporcionándoles acceso a la educación y la formación profesional gratuitas;
- adoptar la *Lista del trabajo infantil peligroso en Ghana* e incorporarla sin demora a la Ley de la Infancia, y facilitar una copia de la misma a la Comisión de Expertos una vez adoptada;
- aplicar efectivamente la Ley contra la Trata de Personas y el Instrumento legislativo sobre la Trata de Personas, 2015, y proporcionar información a la Comisión de Expertos antes de su próxima reunión sobre los avances realizados en este sentido, incluyendo el número de investigaciones, procesamientos, condenas y sanciones penales impuestas desde 2015;
- evitar que los niños se conviertan en víctimas de trata y retirar a los niños que son víctimas de estas situaciones, incluso a través del Plan nacional de acción para la eliminación de la trata de personas;
- proteger a los niños de la práctica del *trokosi*, y librar a los niños víctimas de la misma;
- rehabilitar e integrar socialmente a los niños víctimas de la trata y del sistema *trokosi* y facilitar información sobre las medidas adoptadas a este respecto y sobre los resultados obtenidos, y
- modificar el artículo 101A de la Ley de Delitos Penales de 1960 (Ley núm. 29), en su versión enmendada, para garantizar que todas las personas menores de 18 años estén protegidas frente a los delitos relacionados con la producción de pornografía y las actuaciones pornográficas de conformidad con el Convenio.

La Comisión pide al Gobierno que, en el contexto de la actual asistencia técnica proporcionada por la OIT, acepte una misión de asesoramiento técnico de la OIT para ayudar sin demora a acelerar sus esfuerzos encaminados a eliminar las peores formas de trabajo infantil.

(*The conclusions are adopted.*)

(*Les conclusions sont adoptées.*)

(*Las conclusiones fueron adoptadas.*)

Government representative (Mr BIBUKSI) – Ghana acknowledges the conclusions of the Committee in relation to its submission on the implementation of Convention No. 182, and thanks the Committee for taking action on the subject. We also have taken note of the concerns raised in the conclusions, as well as the five recommendations of the Committee to support Ghana in this case to eliminate child labour in all its forms.

Ghana has also noted with great concern the Committee's non-acknowledgement of all the information concerning country interventions repeatedly mentioned in our submission. Notably among them are the robust legal framework, strengthened law enforcement, prosecutions, time-bound programmes, opportunities offered to over 300,000 children who, hitherto, would not have had access to high-school education.

Ghana, however, wants to repeat its unfailing commitment in upholding respect for human rights, including the abolition of child labour in all its forms as presented in the previous mitigating intervention put before this august Committee. Ghana's efforts were supported by a number of governments and other formidable partners. Ghana will continue to engage its tripartite constituents and partners on the Committee's conclusions and recommendations, especially in relation with the legal reforms, notably the review of the *Ghana Hazardous Child Labour List*.

Ghana welcomes the Committee's recommendation for an ILO technical advisory mission within the context of the current technical systems provided by the ILO to help expedite its efforts to end the worst forms of child labour.

Estado Plurinacional de Bolivia (ratificación: 1977)

Minimum Wage Fixing Convention, 1970 (No. 131)

The Committee took note of the information provided by the Government representative and the discussion that followed.

The Committee recalled the high importance of full consultation with the social partners, as well as the elements to be taken into consideration in determining the level of minimum wages as set forth in Article 3 of the Convention.

The Committee regretted that the Government did not accept a direct contacts mission, as they were invited to by the Committee in 2019 in order to implement all its 2019 recommendations.

The Committee therefore, once again, urges the Government of Bolivia to:

- carry out full consultations with the social partners with regard to minimum wage setting; and**
- take into account the needs of workers and their families as well as economic factors when determining the level of the minimum wage as set out in Article 3 of the Convention.**

The Committee requests that the Government avail itself, without delay, of ILO technical assistance to ensure compliance with the Convention in law and practice.

The Committee requests the Government to provide, in consultation with the social partners, further information to the Committee of Experts on the application of the Convention before its next sitting in 2021.

The Committee once again urges the Government to accept an ILO direct contacts mission before the next Session of the International Labour Conference in 2022.

Convention (nº 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

La commission a pris note des informations fournies par le représentant gouvernemental et de la discussion qui a suivi.

La commission rappelle la grande importance que revêt une pleine consultation des partenaires sociaux, ainsi que les éléments à prendre en considération pour déterminer le niveau des salaires minima, comme le prévoit l'article 3 de la convention.

La commission regrette que le gouvernement n'ait pas accepté une mission de contacts directs comme elle l'y avait invité en 2019 afin de mettre en œuvre toutes ses recommandations de 2019.

Par conséquent, la commission, une fois de plus, prie instamment le gouvernement de l'État plurinational de Bolivie:

- **de consulter pleinement les partenaires sociaux sur la fixation des salaires minima; et**
- **de prendre en compte les besoins des travailleurs et de leur famille ainsi que les facteurs d'ordre économique pour déterminer le niveau des salaires minima, comme le prévoit l'article 3 de la convention.**

La commission prie le gouvernement de recourir, sans délai, à l'assistance technique du BIT pour assurer le respect de la convention en droit et dans la pratique.

La commission prie le gouvernement de fournir, en consultation avec les partenaires sociaux, un complément d'information à la commission d'experts sur l'application de la convention avant sa prochaine session en 2021.

La commission prie de nouveau instamment le gouvernement d'accepter une mission de contacts directs de l'OIT avant la prochaine session, en 2022, de la Conférence internationale du Travail.

Convenio sobre la fijación de salarios mínimos, 1970 (núm. 131)

La Comisión tomó nota de la información proporcionada por la representante gubernamental y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión recordó la gran importancia de consultas exhaustivas con los interlocutores sociales, así como los elementos a tener en consideración para la determinación del nivel de salarios mínimos con arreglo a lo dispuesto en el artículo 3 del Convenio.

La Comisión lamentó que el Gobierno no haya aceptado la misión de contactos directos que le propuso en 2019, a fin de aplicar todas sus recomendaciones de 2019.

Por consiguiente, la Comisión insta firmemente una vez más al Gobierno de Bolivia a:

- **realizar consultas exhaustivas con los interlocutores sociales en relación con la fijación de los salarios mínimos, y**
- **tener en cuenta las necesidades de los trabajadores y de sus familias, así como los factores económicos, cuando determine el nivel de los salarios mínimos con arreglo a lo dispuesto en el artículo 3 del Convenio.**

La Comisión pide al Gobierno que recurra, sin demora, a la asistencia técnica de la OIT a fin de velar por el cumplimiento del Convenio en la legislación y en la práctica.

La Comisión también pide al Gobierno que, en consulta con los interlocutores sociales, proporcione a la Comisión de Expertos, antes de su reunión de 2021, información adicional sobre la aplicación del Convenio.

La Comisión insta firmemente una vez más al Gobierno a aceptar una misión de contactos directos de la OIT antes de la próxima reunión de la Conferencia Internacional del Trabajo, que se celebrará en 2022.

(The conclusions are adopted.)

(Les conclusions sont adoptées.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Representante gubernamental, Ministra de Trabajo, Empleo y Previsión Social (Sra. NAVIA TEJADA) — Tomamos nota de las conclusiones de la Comisión. Lamentamos que la Comisión dé la impresión de defender más al sector privilegiado que a las familias de sectores históricamente vulnerables. Nos preocupa que no se haya tomado en cuenta los indicadores de crecimiento económico sostenido desde el 2006 que desvirtúan los argumentos de los empleadores y contradice el informe emitido por la propia Comisión.

El Estado Plurinacional de Bolivia toma nota de las sugerencias realizadas por la Comisión y se ratifica en el firme compromiso de lograr un Estado con justicia social a través del cumplimiento de los principios y derechos plasmados en la Constitución política del Estado, criterios que además el día de ayer han sido solicitados por el Papa, cuando aboga por los sindicatos y los menos desfavorecidos, olviden su verdadera vocación, es producir riqueza al servicio de todos y no de unos pocos.

El Gobierno reitera que no incumple el Convenio, por lo que no considera necesario una misión de contactos directos toda vez que el diálogo es la base sobre la cual las políticas de Estado son generadas. Por el contrario, instamos a la OIT a generar cooperación técnica para garantizar el ejercicio pleno de los derechos laborales.

Resaltamos enérgicamente que la segunda sugerencia de la Comisión es lo que como Gobierno democrático hemos tomado en cuenta y parece que es la Comisión la que no tiene voluntad de reconocer.

Estamos en la lista de casos porque para definir el salario mínimo tomamos en cuenta los factores mencionados en el artículo 3 del Convenio. Por lo que afirmamos que hemos logrado mantener ese equilibrio.

El Estado Plurinacional de Bolivia ratifica el cumplimiento de los acuerdos y su compromiso por continuar generando mejores condiciones de empleos y de trabajo digno en el marco de nuestra soberanía.

Colombia (ratificación: 1976)

Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government representative and the discussion that followed.

The Committee welcomed the efforts made by the Government in the application in law and practice of the Convention. The Committee welcomed the positive steps the Government has undertaken to address the situation of violence in the country and encouraged the Government to continue to engage in measures to ensure a climate free from violence.

Taking into account the discussion and recognizing the challenges that remain, the Committee requests the Government of Colombia to ensure that the Standing Dialogue Forum for Collective Compensation for the Trade Union Movement is convened and works to fully carry out its mandate.

The Committee requests the Government to continue to report on all measures taken, in consultation with the social partners, in its next report.

Convention (nº 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations que le représentant gouvernemental a fournies oralement et par écrit, et de la discussion qui a suivi.

La commission salue les efforts déployés par le gouvernement dans l'application en droit et dans la pratique de la convention. La commission se félicite des mesures positives que le gouvernement a prises pour remédier à la situation de violence dans le pays, et elle encourage le gouvernement à continuer de prendre des mesures pour garantir un climat exempt de violence.

Prenant en compte la discussion et reconnaissant les difficultés qui demeurent, la commission prie le gouvernement colombien de veiller à ce que le Bureau permanent de concertation pour l'octroi d'une réparation collective au mouvement syndical soit convoqué, et à ce qu'il agisse pour s'acquitter pleinement de son mandat.

La commission prie le gouvernement de continuer à fournir dans son prochain rapport des informations sur toutes les mesures prises en consultation avec les partenaires sociaux.

Convenio sobre la libertad sindical y la protección del derecho de sindicación, 1948 (núm. 87)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el representante gubernamental y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión saludó los esfuerzos realizados por el Gobierno para aplicar el Convenio en la legislación y en la práctica. La Comisión también saludó las medidas positivas que ha adoptado el Gobierno para abordar la situación de violencia en el país y alentó al Gobierno a continuar tomando medidas para garantizar un clima exento de violencia.

Teniendo en cuenta la discusión y reconociendo los retos pendientes, la Comisión pide al Gobierno de Colombia que garantice que la Mesa Permanente de Concertación para la reparación colectiva al movimiento sindical sea convocada y lleve a cabo su labor para cumplir plenamente con su mandato.

La Comisión pide al Gobierno que continúe informando sobre todas las medidas adoptadas, en consulta con los interlocutores sociales, en su próxima memoria.

(*The conclusions are adopted.*)

(*Les conclusions sont adoptées.*)

(*Las conclusiones fueron adoptadas.*)

Representante gubernamental (Sra. GAVIRIA RAMOS) — Agradecemos las conclusiones elaboradas por la Comisión. Queremos reiterar el compromiso del Gobierno colombiano por el cumplimiento de las obligaciones que, como Miembro de esta casa, hemos adquirido.

Entendemos que la Comisión es la piedra angular de los órganos de control, los amplios debates denotan la gran importancia que tiene la Comisión en la Conferencia Internacional del Trabajo. La Comisión tiene como objetivo brindar a los delegados la oportunidad de examinar, mediante diálogos constructivos, el cumplimiento de los Estados en relación con las obligaciones que han adquirido a través de los convenios que han sido ratificados. En nuestro caso, específicamente, el Convenio núm. 87.

Esperamos que se continúen mejorando los métodos de trabajo de la Comisión, en especial la aplicación del Reglamento señalado en el documento D.1, párrafos 21, 29, 44 y 45.

Las conclusiones que adopta la Comisión son herramientas de gran valor para los Estados que nos permiten continuar avanzando en la aplicación de las normas internacionales del trabajo. Agradecemos a la Comisión el reconocimiento por los esfuerzos del Gobierno, asimismo, señalamos que contamos con la absoluta voluntad de continuar trabajando en pro de la defensa de los trabajadores. No escatimaremos esfuerzos para continuar avanzando en la protección de los derechos fundamentales. Esperando seguir contando con el apoyo de la OIT para la profundización del diálogo social en Colombia. El diálogo social es un instrumento eficaz y esencial en el fortalecimiento de la democracia y en la participación social. Continuaremos trabajando para garantizar el derecho a la libertad sindical y el derecho a la asociación y para avanzar efectivamente en la reparación colectiva del movimiento sindical.

El Salvador (ratificación: 1995)

Tripartite Consultation (International Labour Standards) Convention, 1976 (No. 144)

The Committee took note of the oral statements provided by the Government representative and the discussion that followed.

In this regard, the Committee urges the Government of El Salvador to:

- **refrain from interfering in the constitution and activities of independent workers' and employers' organizations, in particular the Asociación Nacional de la Empresa Privada (ANEPE); and**
- **reactivate, without delay, the Superior Labor Council (CST) and other tripartite entities, respecting the autonomy of the social partners and through social dialogue in order to guarantee their full functioning without any interference.**

The Committee requests that the Government continue to avail itself of ILO technical assistance.

The Committee requests that the Government submit a detailed report on the application of the Convention in law and in practice to the Committee of Experts before its next meeting in 2021, in consultation with the social partners.

The Committee requests that the Government accept a high-level tripartite mission to be carried out before the next International Labour Conference.

The Committee decides to include the case in a special paragraph of its 2021 report.

Convention (nº 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

La commission a pris note des déclarations orales fournies par le représentant gouvernemental et de la discussion qui a suivi.

À ce sujet, la commission prie instamment le gouvernement d'El Salvador:

- de s'abstenir de s'immiscer dans la constitution et les activités des organisations de travailleurs et d'employeurs indépendantes, en particulier de l'Association nationale de l'entreprise privée (ANEPE); et
- de relancer, sans délai, le Conseil supérieur du travail (CST) et d'autres entités tripartites, dans le respect de l'autonomie des partenaires sociaux et par le dialogue social, afin de garantir leur plein fonctionnement, sans la moindre ingérence.

La commission prie le gouvernement de continuer à se prévaloir de l'assistance technique du BIT.

La commission prie le gouvernement de soumettre un rapport détaillé sur l'application de la convention en droit et dans la pratique à la commission d'experts, avant sa prochaine réunion de 2021, en consultation avec les partenaires sociaux.

La commission prie le gouvernement d'accepter la tenue d'une mission tripartite de haut niveau avant la prochaine Conférence internationale du Travail.

La commission décide d'inclure ce cas dans un paragraphe spécial de son rapport de 2021.

Convenio sobre la consulta tripartita (normas internacionales del trabajo), 1976 (núm. 144)

La Comisión tomó nota de las declaraciones orales formuladas por el representante gubernamental y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

A este respecto, la Comisión insta al Gobierno de El Salvador a:

- abstenerse de interferir en la constitución y las actividades de las organizaciones independientes de trabajadores y de empleadores, en particular, la Asociación Nacional de la Empresa Privada (ANEPE), y
- reactivar, sin demora, el Consejo Superior del Trabajo (CST) y otros organismos tripartitos, respetando la autonomía de los interlocutores sociales y a través del diálogo social, en aras de garantizar su pleno funcionamiento, sin ninguna injerencia.

La Comisión pide al Gobierno que siga recurriendo a la asistencia técnica de la OIT.

La Comisión pide al Gobierno que presente una memoria detallada sobre la aplicación del Convenio, en la ley y en la práctica, a la Comisión de Expertos, antes de su próxima reunión en 2021, en consulta con los interlocutores sociales

La Comisión pide al Gobierno que acepte una misión tripartita de alto nivel que se lleve a cabo antes de la próxima Conferencia Internacional del Trabajo.

La Comisión decide incluir el caso en un párrafo especial de su informe de 2021.

(The conclusions are adopted.)

(Les conclusions sont adoptées.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Representante gubernamental (Sr. MAZA MARTELLI) — Tomamos nota de todas las conclusiones de la honorable Comisión. En ese sentido, en mi calidad de representante permanente transmitiré de inmediato a mi Gobierno para su debida atención y respuesta a las conclusiones referidas.

Honduras (ratificación: 1995)

Indigenous and Tribal Peoples Convention, 1989 (No. 169)

The Committee took note of the information provided by the oral and written submissions presented by Government and the discussion that followed.

The Committee took note with interest of the positive steps made on the elaboration of the draft regulatory framework for prior consultation since its last discussion of the case in 2016.

The Committee noted with concern the reported cases of murders and forced disappearances of representatives and members of Indigenous and Afro-Honduran peoples.

Taking into account the discussion of the case, the Committee urges the Government of Honduras, in consultation with the social partners, to:

- ensure the implementation of the Convention in law and practice in a climate of social dialogue and understanding, free from violence and intimidation;
- conduct, without delay, independent investigations and proceedings against perpetrators of criminal acts against Indigenous and Afro-Honduran peoples and their representatives;
- establish appropriate consultation and participation procedures in line with the Convention;
- implement without delay the Convention in law and practice, based on the extensive consultations held with social partners, and in accordance with Article 6 of the Convention, on the requirement to consult Indigenous peoples, so that such consultations are held in good faith and in a form appropriate to the circumstances, with the objective of achieving agreement or consent to the proposed measures;
- continue to take effective measures to improve the conditions of work of Misquito dive-fishers; and
- ensure the awareness of rights and access to justice to Indigenous and Afro-Honduran peoples.

The Committee requests that the Government avail itself of ILO technical assistance in implementing these conclusions.

The Committee requests that the Government submit information to the Committee of Experts at its next session in 2021 on the progress made in the implementation of the Convention in law and practice.

The Committee calls upon the Government to accept an ILO direct contacts mission.

Convention (nº 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

La commission a pris note des informations que le gouvernement a fournies dans les exposés qu'il a présentés oralement et par écrit, et de la discussion qui a suivi.

La commission a pris note avec intérêt des mesures positives prises, depuis sa dernière discussion sur le cas en 2016, en vue de l'élaboration du projet de cadre réglementaire pour la consultation préalable.

La commission a noté avec préoccupation les cas qui ont été signalés d'assassinats et de disparitions forcées de représentants et de membres des peuples indigènes et afro-honduriens.

Prenant en compte la discussion du cas, la commission prie instamment le gouvernement du Honduras, en consultation avec les partenaires sociaux:

- **d'assurer la mise en œuvre de la convention, en droit et dans la pratique, dans un climat de dialogue social et de compréhension, sans violence ni intimidation;**
- **de mener, sans délai, des enquêtes et des procédures indépendantes visant les auteurs d'actes criminels à l'encontre des peuples indigènes et afro-honduriens et de leurs représentants;**
- **d'établir des procédures de consultation et de participation appropriées, conformément à la convention;**
- **de mettre en œuvre sans délai la convention, en droit et dans la pratique, sur la base de consultations approfondies menées avec les partenaires sociaux, et conformément à l'article 6 de la convention, qui porte sur l'obligation de consulter les peuples indigènes, afin que ces consultations soient menées de bonne foi et sous une forme appropriée aux circonstances, en vue de parvenir à un accord ou d'obtenir un consentement au sujet des mesures envisagées;**
- **de continuer à prendre des mesures efficaces pour améliorer les conditions de travail des plongeurs miskitos qui pratiquent la pêche sous-marine; et**
- **de veiller à ce que les peuples indigènes et afro-honduriens soient informés de leurs droits et aient accès à la justice.**

La commission prie le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT pour mettre en œuvre ces conclusions.

La commission prie le gouvernement de communiquer à la commission d'experts, à sa session de 2021, des informations sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la convention en droit et dans la pratique.

La commission appelle le gouvernement à accepter une mission de contacts directs de l'OIT.

Convenio sobre pueblos indígenas y tribales, 1989 (núm. 169)

La Comisión tomó nota de la información comunicada por escrito y oralmente por el representante del Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión tomó nota con interés de los pasos positivos que se han dado en relación con la elaboración del proyecto de marco normativo para la consulta previa desde la última discusión del caso, en 2016.

La Comisión tomó nota con preocupación de las denuncias de asesinatos y desapariciones forzadas de representantes y miembros de los pueblos indígenas y afrohondureños.

Teniendo en cuenta la discusión sobre el caso, la Comisión insta al Gobierno de Honduras a que, en consulta con los interlocutores sociales:

- **garantice la aplicación del Convenio en la legislación y la práctica en un ambiente de diálogo social y entendimiento, exento de violencia e intimidación;**
- **lleva a cabo, sin demora, investigaciones y procedimientos independientes contra los autores de actos delictivos contra los pueblos indígenas y afrohondureños y sus representantes;**
- **establezca procedimientos de consulta y participación apropiados en consonancia con el Convenio;**
- **aplique sin demora el Convenio en la legislación y la práctica, sobre la base de amplias consultas con los interlocutores sociales y de conformidad con el artículo 6 del Convenio, sobre el requisito de consultar a los pueblos indígenas, de modo que las consultas se efectúen de buena fe y de una manera apropiada a las circunstancias, con la finalidad de llegar a un acuerdo o lograr el consentimiento acerca de las medidas propuestas;**
- **siga adoptando medidas eficaces para mejorar las condiciones de trabajo de los buzos misquitos, y**
- **garantice que los pueblos indígenas y afrohondureños conozcan sus derechos y tengan acceso a la justicia.**

La Comisión pide al Gobierno que recurra a la asistencia técnica de la OIT para llevar a la práctica estas conclusiones.

La Comisión pide al Gobierno que presente información a la Comisión de Expertos en su próxima reunión, que se celebrará en 2021, sobre los progresos realizados en cuanto a la aplicación del Convenio en la legislación y la práctica.

La Comisión exhorta al Gobierno a aceptar una misión de contactos directos de la OIT.

(The conclusions are adopted.)

(Les conclusions sont adoptées.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Representante gubernamental (Sr. FORTIN MIDENCE) — Reafirmamos el compromiso de adoptar las recomendaciones hechas a fin de continuar con los procesos de aplicación del Convenio, preservando el diálogo como medio de entendimiento ajeno a cualquier manifestación de violencia, utilizando los procedimientos e instituciones especiales creadas para esto.

Instaremos, como Gobierno, con la inmediatez del caso, al otro poder del Estado, que conoce la consulta contenida en el artículo 6 del Convenio, para que este cumpla con el requisito de consultar con los actores sociales sobre el proyecto de ley de consulta previa según el principio de bona fide, hasta que se logre el consentimiento.

Se le solicitará igualmente de manera muy respetuosa al Congreso Nacional de la República, a la comisión especial, que haga uso de la asistencia técnica de la OIT.

De todo esto daremos cuenta a la Comisión de Expertos para acreditar los avances y los progresos legislativos sobre la aprobación de la ley y la aplicación del Convenio por tratamiento tripartito por medio del diálogo social.

Aceptamos y esperamos con mucho gusto la visita anunciada de la misión de contacto directo de la OIT en una fecha oportuna y de común acuerdo, para que tenga en ella pleno acceso.

The sitting closed at 2.50 p.m.

La séance est levée à 14 h 50.

Se levantó la sesión a las 14.50 horas.